

*L'Association canadienne-française de l'Ontario du grand Sudbury
présente*

Les francophones de Sudbury : une brève histoire

Serge Dupuis

*L'Association canadienne-française
de l'Ontario du grand Sudbury
présente*

**Les francophones de Sudbury :
une brève histoire**

par
Serge Dupuis

Les francophones de Sudbury : une brève histoire

Une initiative de l'Association canadienne-française de l'Ontario du grand Sudbury, réalisée grâce au financement du ministère du Patrimoine canadien.

Photos : 1^{ère} photo — Dolores Philipow, Grand Sudbury
Toutes autres photos — Jeannine Larcher-Lalande, Grand Sudbury

Design et mise en page : Concepts médiatiques, Sudbury

Impression : Journal Printing, Sudbury

Révision linguistique de la version française : Mélanie Darveau, Ville de Québec

© Droits d'auteurs réservés, Serge Dupuis 2021

ISBN 978-2-9819837-0-1 (Imprimé)

ISBN 978-2-9819837-1-8 (PDF)

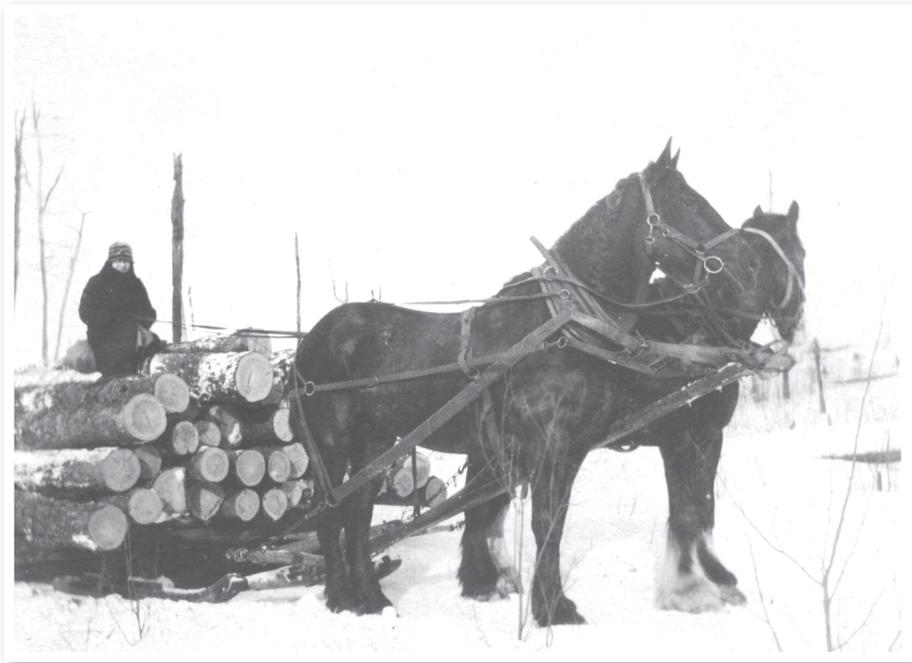
Introduction

S'il est vrai que la manière qu'on perçoit la langue française dans un milieu influe sur les comportements langagiers, une meilleure connaissance de l'histoire de cette communauté pourrait-elle rajuster les perceptions et éclairer l'avenir?

C'est le pari que prend ce récit. Il met en scène l'histoire des francophones de Sudbury, puis souligne leurs similitudes avec les autres francophones de l'Amérique tout comme leurs traits particuliers, leurs atouts et leurs défis.

Les nouveaux arrivants, comme les familles établies depuis quelques générations, pourront valider des connaissances, mais aussi les nuancer et les enrichir.

L'auteur tient à remercier le ministère du Patrimoine canadien pour le financement ayant permis la recherche, l'écriture et la publication de ce texte. Il tient également à remercier l'ACFO du grand Sudbury, qui a appuyé la conception et la gestion du projet.



Hanmer, 1926

Les années pionnières

~ 1883 à 1919 ~

Suivant le retrait du dernier glacier continental, il y a 12 000 ans, le climat de la région sudburoise se réchauffe suffisamment pour que des plantes y poussent et que du gibier y vive¹. Arrivant du Sud, certaines tribus autochtones s'installent à Sheguiandah, sur l'île Manitoulin. Sur les rives du lac Huron, on subsiste de la pêche l'été et de la trappe l'hiver. Le gibier est échangé contre des denrées agricoles, obtenues des tribus du sud de l'Ontario qui pratiquent l'agriculture. Nomades, les Anichinabés habitent des wigwams, ces habitations démontables. Dans le bassin sudburois, les rivières Spanish, Vermillon et des Français ainsi que les lacs Panache et Wahnapiatae figurent parmi les routes de traite. Les épidémies de variole apportées par les explorateurs français dépeuplent le Moyen-Nord de l'Ontario. Après la cession de la Nouvelle-France à la Grande-Bretagne, en 1763, la traite des fourrures s'intensifie. En 1822, la Compagnie de la Baie d'Hudson érige un poste de traite au lac Wahnapiitei, mais elle le ferme l'année suivante². D'autres postes s'ajouteront aux lacs Whitefish et Naughton. Signé par le chef Shawenekezhik au nom des Anichinabés en 1850, le traité n° 61 (Robinson-Huron) autorise la Couronne à utiliser le territoire contre des cadeaux, un paiement forfaitaire, une annuité (contestée au 21^e siècle) et des réserves, dont Whitefish Lake 6 et Wahnapiatae 11³. Des arpenteurs du gouvernement passent pour quadriller le territoire qui fera partie de l'Ontario, province créée en 1867. Des entrepreneurs forestiers engagent des bûcherons pour déboiser les forêts longeant les rivières qui se jettent dans le lac Huron, où émergent les premiers moulins.

Le bassin de Sudbury n'étant pas situé sur une voie navigable d'importance, c'est la construction du chemin de fer transcanadien, le

Canadien Pacifique (CP), qui l'ouvre à la colonisation. L'arrivée à l'hiver 1883 de bûcherons et de cheminots nécessite la construction d'un camp sur le lac Bitimagamasing. Des cabanes en rondins logent les ouvriers et les gardent à abri des mouches noires⁴. Le gestionnaire James Worthington renomme le lac « Ramsey » et le camp « Sudbury », en l'honneur du lieu de naissance de son épouse en Angleterre. Les travailleurs, dont le tiers sont des Canadiens français, sont accompagnés par des marchands, des professionnels et des religieux qui leur fournissent des services et leur prodiguent des soins.

Les pères jésuites s'inspirent des montagnes rocheuses, tapissées de pins blancs et rouges, pour nommer la première mission catholique « Sainte-Anne-des-Pins ». Le 30 mars 1883, le père Jean-Baptiste Nolin y célèbre la première messe⁵. Un premier mariage et un premier baptême ont lieu à l'automne⁶, puis un presbytère et une chapelle sont montés à temps pour Noël. La mobilité étant « au centre des processus migratoires⁷ » des Canadiens français, c'est par grappes qu'ils arrivent. C'est le cas de celle de Jean-Étienne Fournier, originaire de Trois-Pistoles (Québec), qui débarque avec son épouse et ses enfants le 4 mars 1884⁸. Travaillant déjà pour le CP à Montréal, Fournier est dépêché à Sudbury pour y gérer le bureau de poste et le magasin général. Deux mois plus tard, Joseph Boulay, originaire de Rimouski (Québec), s'installe avec son épouse et ses neuf enfants. Les Boulay fondent une entreprise de bois et une maison de pension dans leur grande demeure, construite sur la rue Spruce. Le 26 avril 1886, les Jésuites obtiennent du CP la plaine au nord de la ville, grande de quelques centaines d'acres⁹. En mai 1889, une église catholique ouvre ses portes pour desservir 305 familles, dont 70 % sont de langue française et 30 % de langue anglaise¹⁰.

Les pionniers se préoccupent de l'instruction de leurs enfants. Au printemps 1884, alors qu'il n'existe même pas d'école publique de langue anglaise à Sudbury, le père Nolin recrute Margaret Smith, une diplômée bilingue du couvent Notre-Dame-du-Sacré-Cœur d'Ottawa, pour enseigner une classe privée à Sudbury¹¹, d'abord au presbytère et plus tard chez les Fournier¹². Une commission scolaire séparée est formée en 1888 pour que l'école puisse être subventionnée par les taxes foncières des contribuables catholiques. L'école accueille alors une institutrice canadienne-française, Céline Charbonneau, et une

institutrice irlandaise, Alice Cooper, pour 34 élèves. Le nombre d'élèves étant grimpé à 115 en 1894, la commission scolaire décide de construire une pleine école sur la rue Xavier. En 1898, les Sœurs grises de la Croix arrivent pour se charger de l'enseignement primaire catholique¹³ et fonder le premier hôpital de la région, l'hôpital Saint-Joseph¹⁴. Même si les Canadiens français comptent pour les deux tiers des élèves, le nombre d'institutrices croît de façon égale pour les deux groupes (cinq de langue anglaise et cinq de langue française en 1909). Certains parents notent déjà que ce modèle d'école mixte tend à angliciser les enfants¹⁵.

La découverte de minerai à cinq kilomètres au nord-ouest de Sudbury en 1884 attire des prospecteurs — principalement des Irlandais et des Écossais du comté de Renfrew, mais aussi les Canadiens français Joseph Riopelle et Henri Ranger¹⁶. La province accorde des premiers permis d'extraction, et la première mine, Stobie, ouvre l'année suivante¹⁷. L'un des propriétaires de la Canadian Copper, une entreprise canado-britannique, s'établit à Sudbury et acquiert quelques milliers d'acres au nord-ouest de la ville. Les conditions sont favorables aux entreprises, qui ne doivent aucune redevance au gouvernement pour pouvoir extraire du minerai. La *Loi sur les mines* (1869) exige l'exploitation d'un minimum de 80 acres pour obtenir un droit de passage (fort avantageux) d'un dollar par acre. Cette conjoncture pousse les prospecteurs indépendants à vendre leurs concessions aux grandes sociétés minières.

Devant l'afflux de nouveaux ouvriers, les Jésuites et le CP vendent des terrains pour encourager la construction domiciliaire. Le maître hôtelier et entrepreneur forestier, Louis Laforest, le cordonnier Zotique Mageau et les propriétaires de logements Moïse et Frank Allard comptent parmi les premiers hommes d'affaires canadiens-français. Ayant désormais atteint le seuil de 1 000 résidents, la moitié sud du canton de McKim obtient, en 1893, le statut de ville (*town*). Le préfet sortant de McKim, Jean-Étienne Fournier, devient le premier maire de Sudbury. Le conseil municipal regroupe neuf échevins, issus de la petite bourgeoisie locale¹⁸. La municipalité veille au développement des rues, des égouts et des aqueducs pour favoriser la construction des maisons et fait du lobbying auprès de la province pour la construction de voies ferrées — vers les ports de Sault-Sainte-Marie (1900) et de Toronto (1907) — qui favoriseront l'acheminement du minerai vers les marchés¹⁹. Au tournant du 20^e

siècle, la Ville assure l'éclairage des rues, l'électrification des maisons et les lignes de téléphone, mais le conseil municipal décourage la taxation du nickel, par crainte qu'une telle mesure ait un effet dépresseur sur l'intensité de l'extraction. Au lieu, pour augmenter ses revenus, la Ville multiplie les permis de construction d'hôtels et de maisons de pension pouvant accueillir des ouvriers. À l'hôpital Saint-Joseph, une trentaine d'infirmières et de médecins soignent les pauvres à des frais réduits, grâce à une quête auprès des paroissiens et des marchands²⁰. Avec la Canadian Copper, les sœurs établissent une assurance hospitalisation limitée pour les mineurs.

Sous terre, les conditions sont lamentables : la pollution, l'humidité et la chaleur causent des troubles respiratoires chez les mineurs. De plus, l'accès au travail n'est pas stable, puisque l'extraction fluctue avec la demande du marché. Malgré cela, en 1891, 30 % des 1 415 travailleurs canadiens-français de la région s'activent dans les mines²¹. Les autres travaillent en agriculture, comme journaliers, en forêt, dans les services et la construction ou sont des professionnels. Si les Canadiens français sont embauchés dans des proportions équivalentes à leur poids démographique à Sudbury, ils sont pratiquement absents parmi les cadres²². Le manque d'instruction, la faible maîtrise de l'anglais et les préjugés anti-français y sont pour quelque chose. Contraints aux emplois non qualifiés, les mineurs canadiens-français n'y font pas carrière; 86 % des Canadiens français travaillent pour la société International Nickel Company (INCO) moins de 6 mois²³. Bien souvent, ils n'y sont que pour amasser des sous pour suppléer à leur métier de cultivateur ou de bûcheron. Dans deux tiers des cas, les départs sont volontaires, et 18 % d'entre eux effectueront un second séjour — ou plus —, tout aussi bref. Le travail dans la mine n'étant pas essentiel au succès de leur projet d'immigration, les Canadiens français restent en moyenne 7 mois, bien moins longtemps que les Polonais (11 mois) ou les Italiens (14 mois) par exemple.

Si les forêts des concessions accordées aux sociétés minières sont exploitées pour alimenter les champs de frittage, le secteur forestier demeure très important; à son apogée, il compte 11 000 travailleurs dans la région²⁴. Sudbury compte deux scieries et commerces de bois d'œuvre, W. A. Evans et J.-B. Laberge. Après l'abattage du pin blanc, les compagnies forestières récoltent le pin gris, l'épinette et le baume,

essences de moindre valeur marchande. Originaire d'Arthabaska (Québec), Georges Bouchard obtient, en 1902, une concession au sud de la ville et embauche une quarantaine de bûcherons, suivant l'incendie de Chicago en 1910, pour déboiser sa terre²⁵. Les Bouchard obtiennent par la suite des droits de récolte vers McFarlane Lake et Burwash. La famille de Delphis Michel les rejoint pour charger le bois sur les rails du CP et fait « fortune²⁶ », selon son petit-fils Arnel Michel. Le père de ce dernier a fondé la Standard Dairy, la première compagnie à livrer du lait pasteurisé aux résidents de la ville.

Dans la Vallée, au nord-ouest de Sudbury, les familles Lafarge, Portelance et Séguin sont propriétaires de moulins²⁷. Les rivières Vermillon, Wanapitae et Whitefish transportent des billes aux moulins sur les berges du lac Huron. Plusieurs Canadiens français sont attirés par les terrains cultivables de la Vallée, d'autant plus que le clergé catholique promeut ce mode de vie. Depuis 1868, le *Free Grants and Homestead Act* oblige les colons à défricher six hectares avant de recevoir le titre de leur terrain. Une vingtaine de cantons dans la région sudburoise sont ouverts à la vente entre 1884 et 1931. Les grands pins sont coupés puis expédiés par des employés de compagnies forestières, qui engrangent les meilleurs revenus, tandis que les pionniers et les sous-traitants exportent les essences moins rentables par voie ferrée²⁸. Lorsque les territoires sont défrichés, la culture de l'avoine et du foin, puis de pois, de patates et de navets se développe. Le marché de la rue Borgia, ouvert en 1914, sert de point de vente pour ces denrées et contribue à nourrir les Sudburois²⁹. L'hiver, ces cultivateurs vont bûcher dans les chantiers, toujours plus loin dans le nord.

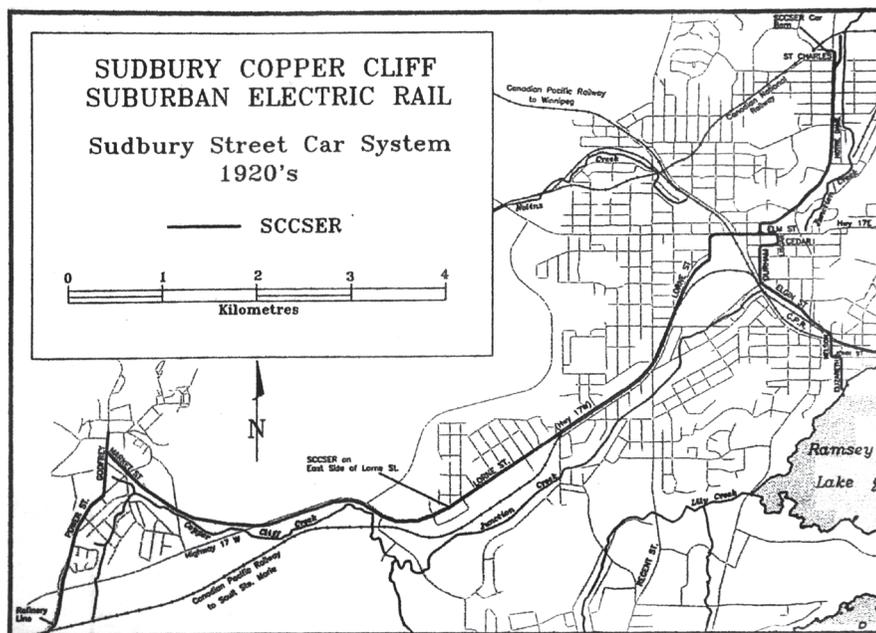
Situé sur la ligne du CP, Chelmsford se développe comme principal village de la Vallée. Une école et une chapelle y sont construites en 1889, et la paroisse Saint-Joseph est établie en 1898. En 1906, on y bâtit un couvent, et le village de 500 résidents comprend quelques dizaines de commerces et d'artisans. La région attire des colons de l'Est ontarien et de l'Outaouais, principalement. À l'extrémité est de la Vallée, Hanmer se développe plus lentement, puisque ce village, où la paroisse Saint-Jacques est fondée en 1906, n'est pas desservi par une ligne ferroviaire avant 1908³⁰. L'installation de parentés élargies dans la Vallée consolide la majorité canadienne-française : de 1901 à 1921, elle passe de 1015 à

3 725 personnes, et son poids augmente de 62 % à 80 % de la population³¹. En dépit des débuts prometteurs de l'agriculture, l'augmentation de l'extraction minière et du frittage rend les nuages de soufre plus fréquents et intenses. À partir de 1921, les minières se voient obligées de payer un droit de servitude aux cultivateurs pour les pertes subies, mais certains jugent la compensation insuffisante³². Plusieurs quittent la Vallée; d'autres se tournent vers la culture de la patate, plus résistante à la pollution, ou vers l'élevage de volailles et de bétail, pour répondre aux besoins de la population sudburoise.

En 1911, Sudbury est devenu un centre régional, avec un secteur tertiaire en expansion. Des petits marchands du secteur secondaire (construction, briques, boissons) et tertiaire (épicerie, vêtements, quincaillerie, buanderie, banques), ainsi que des professionnels et des ouvriers qualifiés, forment un septième de la population qui n'est ni pauvre ni aisé, gagnant un revenu annuel entre 1 000 \$ et 2 000 \$³³. Entre les prolétaires (84 % de la population gagne moins de 1 000 \$) et une vingtaine de bourgeois, une certaine « classe moyenne » est influente dans les activités sociales, culturelles et politiques de Sudbury. Cette division socioéconomique se perçoit également dans la répartition inégale de la richesse entre les trois secteurs de la ville : la propriété moyenne du secteur Fournier, où 68 % de la population est canadienne-française, a une valeur de 241 \$ comparativement à 696 \$ pour une résidence du secteur McCormick, où vit une majorité anglophone; le quartier Ryan, plus culturellement diversifié, se situe entre les deux³⁴. Sudbury compte déjà quelques centaines d'Autochtones et voit émerger des lieux de culte de différentes dénominations chrétiennes (méthodiste, 1886; presbytérien, 1889; anglican, 1890; italien catholique, 1889 et 1914; irlandais catholique, 1917). Les catholiques forment 52 % de la population de Sudbury³⁵.

Le besoin de nickel et de cuivre pendant la Grande Guerre (1914-1918) augmente l'intensité des activités des mines³⁶. Plusieurs ouvriers affluent vers Sudbury, dont la population passe de 2 027 à 18 518 entre 1901 et 1931³⁷. Le nombre de Canadiens français croît autant, passant de 702 à 6 649³⁸. Cette croissance effrénée favorise la création de services plus spécialisés — la municipalité compte 342 commerces en 1925. Dès 1916, un tramway traverse la ville du nord jusqu'aux sites miniers de Copper Cliff, au sud-ouest. Les propriétaires de grandes fermes, dont

Map 5.1: Sudbury Streetcar System, 1920s: Sudbury-Copper Cliff Suburban Electric Railway (SCCSER)



Timothy Donovan, Thomas Gatchell, Larry O'Connor et Ludger Michel, vendent des terrains et prêtent parfois leurs patronymes aux quartiers qui y émergent³⁹. Les groupes ethniques tendent à se concentrer avec l'étalement urbain : les immigrants de l'Europe de l'Est habitent dans le Donovan, les Britanniques sont nombreux dans le West End, les Italiens s'orientent vers le Gatchell et les Canadiens français fondent le Moulin-à-Fleur. Suivant la révolution russe de 1917, une certaine paranoïa « anti-rouge » s'installe chez les propriétaires, les élus et les journaux, dont le *Sudbury Star*. Cela se double de deux crises nationales opposant Canadiens français et Canadiens anglais : la conscription obligatoire de jeunes hommes dans l'armée et l'interdiction de l'enseignement en français.

En 1911, l'Ontario compte 202 000 Canadiens français (60 % sont unilingues francophones), 200 écoles primaires « bilingues », qui enseignent principalement en français, ainsi qu'une poignée de collèges franco-catholiques privés⁴⁰. Avec la reconnaissance officielle du

français par la province de Québec et certaines institutions fédérales, les Canadiens français de l'Ontario deviennent une collectivité « viable⁴¹ », de dire l'historien Gaétan Gervais, « dotée d'un réseau institutionnel » suffisant. Grâce à celui-ci, à l'inverse des descendants des immigrants, qui s'intègrent à la société anglophone et maintiennent peu ou pas la langue de leurs ancêtres, elle pourra perdurer dans le temps comme minorité nationale.

Étant originaires du Québec et ayant chacun vécu quelques années à Verner, un village homogène canadien-français, le quincaillier Félix Ricard et le médecin Raoul Hurtubise sont indignés par l'état du français dans les écoles séparées de Sudbury lorsqu'ils s'y installent⁴². Les deux hommes assistent, en janvier 1910, au congrès fondateur de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFEO), qui vise à défendre et à élargir l'enseignement en français aux niveaux primaire et secondaire⁴³. L'ACFEO perçoit des signes avant-coureurs d'une crise à venir : plusieurs provinces ont déjà interdit l'enseignement du français et du catéchisme, des Irlandais catholiques et des Britanniques orangistes de l'Ontario préconisent depuis quelques décennies la restriction de l'enseignement en français, et le gouvernement fédéral conservateur, élu en 1911, plaide pour la non-intervention dans les compétences provinciales, dont l'éducation. Le gouvernement provincial conservateur n'en a pas besoin de plus, en juin 1912, pour proclamer le règlement 17, qui interdit l'enseignement en français à compter de la 3^e année.

Provoqués à agir, Ricard et Hurtubise se joignent à la commission scolaire séparée pour l'obliger à mieux diviser les francophones et les anglophones dans les classes et à embaucher un nombre d'institutrices proportionnel au poids de chacun des groupes linguistiques⁴⁴. Les catholiques de langue française occupent, en 1913, trois sièges sur six, puis, en 1915, quatre sièges sur six⁴⁵. Avec l'aide des Jésuites et des Sœurs grises, la commission a « organisé de toutes pièces un système d'écoles bilingues contrairement à la lettre de la loi [règlement 17], mais en accord avec son esprit⁴⁶ ». Ouverte en janvier 1915, l'École centrale (plus tard Saint-Louis-de-Gonzague) comprendra des classes du niveau intermédiaire (7^e et 8^e années) divisées en groupes linguistiques⁴⁷, tandis que l'école brune (Maison d'Youville) demeurera une école primaire française⁴⁸.

Sur les 56 enseignantes bilingues du district de Sudbury, 44 (79 %) ne se conforment pas au règlement 17⁴⁹. Malgré la résistance de la première heure, les écoles bilingues de Sudbury ne sont pas au bout de leurs peines. En juin 1915, l'inspecteur scolaire J. P. Finn s'indigne que certains élèves de 5^e et 6^e années « *know little or no English at all* ». En reprochant aux institutrices canadiennes-françaises leur « *indolence* » et en indiquant qu'elles auraient dû parvenir à obtenir des résultats « *better than they are* », l'inspecteur presse la commission d'embaucher plus de « *qualified bilingual teachers* ». En attendant, Finn se voit obligé « *to delay paying grants at least until I see if my suggestions are carried out*⁵⁰ ». Lors d'une audience avec l'inspecteur, Hurtubise et Ricard réussissent à l'amener à « consentir à tolérer (à son sens) la situation présente⁵¹ », en semant le doute sur la capacité de Finn, qui ne parle pas le français, d'évaluer les compétences des institutrices et en rappelant l'inexistence d'une école pédagogique bilingue en Ontario. On désigne sœur Marie-Eulalie, une sœur grise bilingue, comme surveillante des classes séparées. Elle choisira de fermer les yeux à l'enseignement en français pour les élèves canadiens-français⁵². Des marchands, des professionnels et des clerics canadiens-français militants parviennent aussi à transformer Sainte-Anne-des-Pins en paroisse unilingue francophone en 1917⁵³.



Première communion — Sainte-Anne-des-Pins (1950)

Cette consolidation institutionnelle, jointe à la croissance de la population canadienne-française, assoit progressivement les bases d'une communauté franco-sudburoise, ancrée territorialement au nord du centre-ville et dans la Vallée. «Les Jésuites favorisent la vente [de terrains] aux Canadiens français⁵⁴», selon l'autrice Marguerite Whissell-Tregonning en parlant de la plaine au nord du centre-ville, à un «prix [...] abordable pour les mineurs et journaliers canadiens-français», soit entre 125 \$ et 300 \$, sur les rues Beech, Lisgar et Sainte-Anne au centre-ville. Suivent les rues Louis, Borgia, Mountain, Leslie et Dupont en montant la colline, qui deviendra «Primeauville». Suivent enfin, sur la plaine au nord, les rues Murray, Pembroke et Notre-Dame. En 1908, la plaine compte trois maisons⁵⁵. À l'automne 1910, Ontario and Manitoba Flour Milling fait construire un moulin et couler, en béton dans une armature en fer, six cylindres d'une hauteur de sept étages pour entreposer du blé. Malheureusement, le souffre étouffe la culture du blé dans la Vallée et la compétition de silos similaires à la tête du lac Supérieur pousse la compagnie à la faillite en 1913. Après la faillite d'un deuxième propriétaire, Quaker Oats utilise les silos en 1919, mais ils seront abandonnés par la suite.

Leur démolition, leur réparation ou leur adaptation s'avérant trop dispendieuse, les silos demeurent et deviennent un marqueur territorial pour le nouveau quartier résidentiel Moulin-à-Fleur, qu'ils surplombent. Dans le *Sudbury Journal*, le spéculateur Larry O'Connor fait la promotion de la plaine, dotée de terrains «*perfectly level*⁵⁶» à un prix accessible aux familles ouvrières. L'avenue Notre-Dame est la principale route d'accès à la Vallée, et sur laquelle passe le tramway; le quartier est aussi à proximité des écoles du centre-ville au sud, et des mines Froot et Stobie au nord. Mieux, l'accès à l'eau, à l'électricité, à l'éclairage et au service téléphonique y existe déjà. Si plusieurs rues adoptent des noms typiquement britanniques (King, Queen, etc.), certaines d'entre elles portent le patronyme canadien-français d'un évaluateur foncier (Boivin), d'un commerçant (Laforest) ou d'un échevin (Lagacé)⁵⁷.

Au nord-ouest de la ville, une autre plaine compte, vers 1910, 26 fermes pionnières, dont 16 appartiennent à des familles canadiennes-françaises⁵⁸. Établies durant les dernières années du 19^e siècle, elles sont originaires des régions frontalières du Québec (Pontiac, Outaouais,

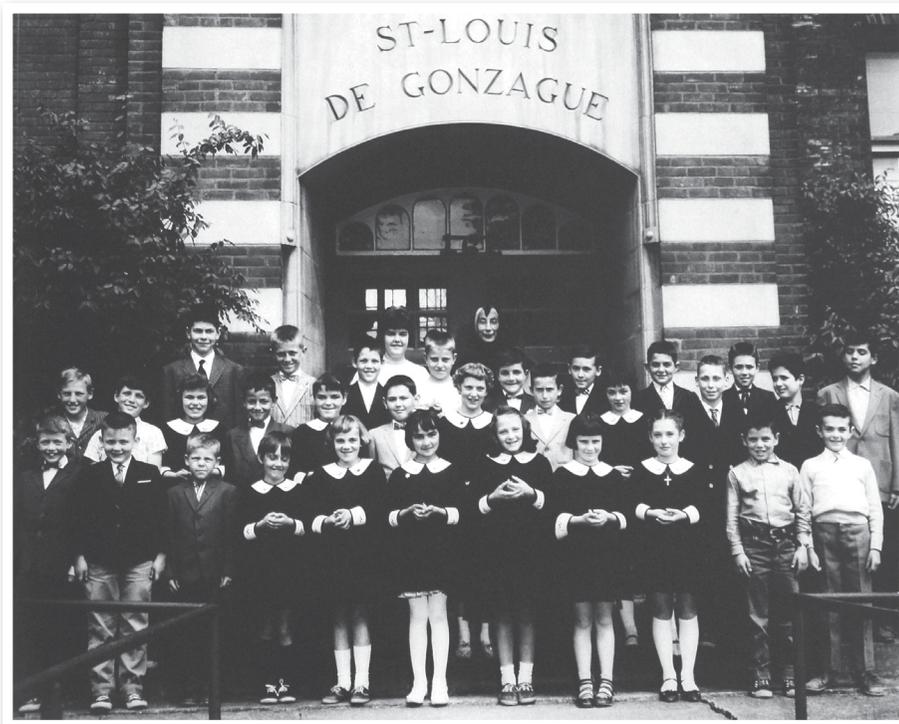
Argenteuil) et de l'Est ontarien (Renfrew, Carleton, Prescott, Russell). Les autres familles sont d'origine finlandaise, italienne, écossaise ou irlandaise⁵⁹. Établie en 1898, la PSS #4 McKim School compte quatre commissaires (Joseph Renaud, Hormidas Pilon, Charles Tremblay et Michel Pilon) et un instituteur (Adélarde Chartrand), tous canadiens-français. L'école séparée est néanmoins mixte. Elle respecte le règlement 17 en 1914, mais ne s'y conforme plus en 1921. Une part de l'enseignement y est donc offerte en français⁶⁰. Un cimetière catholique est établi dans le secteur, sur le boulevard Lasalle, en 1909.

En ce qui a trait à l'éducation secondaire, l'ouverture de la Sudbury High School (1908), dotée d'un département des mines, qui enseigne la chimie, la géologie, la science des minéraux, la physique, la métallurgie et l'évaluation des sols, contribue à former des ouvriers qualifiés⁶¹. En juin 1912, la première cohorte de 22 diplômés comprend 3 Canadiens français⁶². À cette époque, les Jésuites entreprennent, avec J.-B. Laberge, les travaux de construction d'un collège catholique à trois étages, au coût de 80 000 \$ (environ 1,9 M\$ en 2020). On promet d'y enseigner des « *subjects taken up in the High School*⁶³ » en plus du grec et du latin. Les Jésuites répondent ainsi au souhait du diocèse de Sault-Sainte-Marie, établi en 1904, d'avoir un établissement pour former des prêtres et une élite laïque catholique dans le Nord-Est de l'Ontario⁶⁴. Le Collège du Sacré-Cœur accueille sa première cohorte en septembre 1913. Sur 94 garçons, une vingtaine sont anglophones. Or, les enseignants étant tous canadiens-français, les anglophones ne se réinscrivent pas. À partir de 1916, le Collège n'enseigne qu'en français. Il s'affilie à l'Université d'Ottawa, de 1914 à 1926, puis à l'Université Laval, de 1927 à 1957, pour attribuer des baccalauréats à ceux qui complètent le cours classique de huit ans.

La consolidation pendant des années de crise ~ 1920 à 1944 ~

En 1922, la paroisse Sainte-Anne-des-Pins compte 667 familles canadiennes-françaises⁶⁵. Elle inaugure une salle paroissiale, qui devient un carrefour de vie spirituelle, culturelle et politique, où ont lieu parties de cartes, spectacles de chant et de musique ainsi que réunions d'associations religieuses. Le curé développe des réseaux de collaborateurs pour nourrir l'entraide, promouvoir la culture canadienne-française et lutter contre le matérialisme⁶⁶. Ces activités sont soutenues par la dîme et les dons des paroissiens et ne bénéficient d'aucune subvention publique.

L'intensité de l'extraction minière pendant la Grande Guerre augmente le nombre de familles à Sudbury et, par ricochet, le nombre d'enfants. En dépit du règlement 17, la commission scolaire séparée ouvre de nouvelles classes « bilingues » à Primeauville (Sainte-Marie, 1919), au Moulin-à-Fleur (Nolin, 1920) et à Minnow Lake (Saint-Albert, 1920)⁶⁷. Saint-Louis-de-Gonzague devient une école de langue française lorsque les anglo-catholiques emménagent à l'école St. Aloysius (1923). Depuis 1924, la commission scolaire séparée n'embauche que des diplômées de l'École de pédagogie de l'Université d'Ottawa⁶⁸. Lorsque l'enquêteur scolaire Francis Merchant visite les écoles bilingues de Sudbury, en avril 1927, il se dit satisfait de la connaissance de l'anglais des jeunes canadiens-français et permet aux Sœurs grises d'élargir leur enseignement pour inclure les 9^e et 10^e années⁶⁹. Son rapport convaincra le gouvernement d'abroger le règlement 17 à l'automne. Non seulement les écoles bilingues pourront-elles enseigner en français au grand jour,



École Saint-Louis-de-Gonzague



École Nolin au Moulin-à-Fleur

mais une entente surprenante avec la Sudbury High School permet aux religieuses de payer le salaire des institutrices de niveau secondaire, à même les taxes scolaires commerciales, et d'inaugurer des classes de 11^e et 12^e années « exclusivement réservées aux élèves de langue française⁷⁰ » à Saint-Louis-de-Gonzague; cette entente non orthodoxe sera suspendue en 1939⁷¹. L'ACFEO encourage les commissaires à « maintenir [les classes post-élémentaires] au prix même des plus grands sacrifices et d'en organiser partout où la chose est possible⁷² ». Le développement de cours en français à la Sudbury High School, qu'a endossé pendant un moment la section sudburoise de l'ACFEO, ne se réalisera pas cependant.



Orphelinat d'Youville

Le réseautage des gens d'affaires et des professionnels canadiens-français contribue à la réalisation de gains, à la fois institutionnels et financiers. Propriétaire de l'épicerie Adam au 42, rue Borgia, Napoléon Adam siège à la commission séparée dès 1915, au conseil municipal en 1917 et à l'Ordre de Jacques-Cartier, société secrète canadienne-française, pendant les années 1930⁷³. Adam verse ses impôts fonciers à la commission séparée alors que son épicerie embauche des dizaines de jeunes canadiens-français et fait des dons de nourriture à l'Orphelinat d'Youville, ouvert dans l'école du même nom en 1929⁷⁴. Parfois, l'association de familles notables leur permet aussi

d'élargir leur influence : c'est le cas de l'avocat Jean-Noël Desmarais, qui marie, en 1922, la fille de l'entrepreneur forestier Louis Laforest et hérite de la maison de la belle-famille⁷⁵. Desmarais fonde la Sudbury-Copper Cliff Street Railway en 1916 et, plus tard, la Sudbury Investments. Sous la direction de son fils Paul à compter de 1947, l'entreprise de transport deviendra Voyageur Bus Lines. Après de nombreuses transactions, cette dernière permettra à Paul Desmarais de mettre la main, dans les années 1960, sur la Power Corporation, sise à Montréal.

La Grande Dépression (1929-1939) n'a pas, à Sudbury, les effets qu'elle a ailleurs. Des centrales électriques sont construites à la fin des années 1920 pour augmenter le raffinage du minerai. En 1930, l'INCO, qui produit 90 % de l'approvisionnement mondial en nickel, fait construire une raffinerie électrolytique pour le cuivre, puis une usine pour récupérer l'acide sulfurique. La même année, elle agrandit ses mines de Levack et de Creighton ainsi que la fonderie de Coniston. Les premières années de la crise entraînent des mises à pied, mais la taille de la main-d'œuvre se remet à croître en 1932, au creux de la crise⁷⁶. L'interdiction du rôtissage du minerai en plein air, en 1929, oblige les minières à construire des cheminées et des fonderies, dont une à Copper Cliff en 1934. Cette mesure soutient l'emploi et attire de nouvelles familles à Sudbury. C'est par les réseaux familiaux des ouvriers déjà en poste que les mines attirent souvent de nouveaux travailleurs. Les communautés italienne, ukrainienne, croate et finlandaise consolident leur présence, forment des sociétés fraternelles et construisent des salles et des églises, ce qui fait de Sudbury, selon le *National Geographic* en 1932, une « Babylone de jadis⁷⁷ ». La fabrication d'automobiles et d'appareils ménagers en Amérique du Nord, jointe à la course aux armements en Europe et aux besoins militaires des Alliés pendant la Deuxième Guerre mondiale, fait passer le nombre d'emplois dans les mines de 3126 (1926) à 14 161 (1944) et décuple la production minière à Sudbury⁷⁸. Et ce ne sont plus que des emplois de manœuvres et de journaliers qui sont proposés : des postes de géologues, de chimistes, d'ingénieurs et d'économistes sont créés pour mécaniser l'extraction, augmenter l'efficacité des activités, ainsi que réduire les accidents, l'absentéisme et l'indolence.

Pendant la décennie 1930, l'INCO tente de diminuer l'appétit pour la syndicalisation de ses employés en leur offrant des soins de santé, un régime de pension, des installations récréatives ainsi que l'INCO Club, un syndicat maison⁷⁹. C'est aussi une réaction à l'arrivée à Sudbury, en 1935, de l'International Union of Mine, Mill and Smelter Workers (appelée couramment le « Mine Mill ») dont l'interprétation des rapports de force entre travail et capital est perçue par l'INCO comme étant subversive. Après une grève douloureuse à Kirkland Lake (1941-1942) et devant le besoin de maintenir la production de nickel pour gagner la guerre, le gouvernement fédéral adopte le *Trade Union Act*, qui

reconnaît les syndicats comme négociateurs de conventions collectives. Lors d'un vote tenu en 1943, 85 % des travailleurs de l'INCO et 80 % des travailleurs de Falconbridge optent pour être représentés par le Mine Mill. Ce syndicat s'attaque aussi à la couverture anti-syndicale du *Sudbury Star* en lançant le *Sudbury Beacon*, un hebdomadaire visant à « informer les travailleurs⁸⁰ ». En 1942, le mineur Camille Lemieux a lancé l'hebdomadaire *L'Ami du peuple*, premier journal de langue française à Sudbury, qui fera la promotion des intérêts des ouvriers et du mouvement coopératif. Aux élections du 4 août 1943, Sudbury élit son premier député provincial de gauche, Robert Carlin, membre de la Canadian Commonwealth Federation (ancêtre du parti néo-démocrate) et maître d'œuvre derrière la reconnaissance du Mine Mill. Les syndicalistes feront désormais partie des acteurs influents dans la ville, mais ne supplanteront pas la petite bourgeoisie locale : en 1944, un seul candidat syndicaliste sur huit est élu au conseil de ville.

En 1941, Sudbury compte 32 300 résidents, et la région en comprend un total de 61 500. Les minières ne versent toujours pas de redevance à la municipalité, qui dépend principalement de la vente de terrains, des impôts fonciers et d'une subvention provinciale pour entretenir et élargir son infrastructure. Faute de revenus, la Ville ne parvient pas à construire les routes et les aqueducs pour répondre à la croissance ni à pallier adéquatement les demandes d'assistance de certains résidents. Puisque la petite bourgeoisie détient 60 % de la valeur des propriétés en ville, comparativement à 20 % pour les ouvriers, la Ville rechigne à l'idée d'augmenter les taxes ou le soutien aux locataires. Elle vend quelques milliers de permis pour élargir les terrains disponibles à la construction, au point où, en 1939, il ne reste que « des collines rocailleuses ou des voies ferrées⁸¹ » qui n'ont pas été subdivisées à l'intérieur de ses frontières. L'annexion des cantons environnants est envisagée comme éventualité pour augmenter les revenus. Vu la disponibilité des emplois dans les mines, et les nuages de souffre qui rendent l'agriculture dans la Vallée moins profitable que dans le district de Nipissing, courant du « retour à la terre », préconisé par le clergé canadien-français pendant la Dépression, n'a pas d'effet dans la Vallée. Au lieu d'augmenter, le nombre de fermes fond, dans le canton de Balfour, de 135 (1921) à 101 (1941)⁸².

La croissance de l'après-guerre ~ 1945 à 1969 ~

La reconstruction de l'Europe continue de nourrir la demande pour le nickel, tout comme les guerres de Corée et du Vietnam ainsi que les automobiles familiales, auxquelles l'accès se démocratise en Amérique du Nord. Dans les années 1950, Falconbridge ouvre sept mines, surtout sur la couronne nord du bassin du Sudbury. Le syndicat Mine Mill parvient à obtenir la confiance de négociation collective pour l'ensemble des mineurs, mais aussi certains travailleurs d'hôtels, de services, de supermarchés et de brasseries⁸³. Les Canadiens français comptent pour 60 % des membres, et les femmes y sont nombreuses. Lorsque la Mine Mill déclenche une grève mal avisée pendant la récession de 1958, le United Steelworkers, syndicat centriste appuyé par le clergé catholique, profite de l'occasion pour le déloger à titre de négociateur désigné des employés de l'INCO.

Le baby-boom de l'après-guerre aidant, la population de Sudbury double en une décennie, passant de 42 410 (1951) à 80 120 (1961), et le poids des emplois dans le secteur minier atteint un sommet de 33 % de la population active⁸⁴. Les emplois dans les services publics, le commerce, la construction et la finance augmentent aussi pendant les années 1950 et 1960, tandis que ceux dans les manufactures, les transports et l'agriculture diminuent⁸⁵. Le nombre de résidents d'origine française de Sudbury croît au même rythme que sa population générale, passant de 10 772 (1941) à 28 935 (1971). Une part de cette augmentation est due au déménagement : pendant la guerre, les gens d'origine française sont trois fois plus nombreux dans la Vallée et les environs, mais, en 1971, la moitié habite désormais la ville. Dans le Moulin-à-Fleur, cette croissance amène la construction de nouvelles écoles (St-Joseph, 1941; l'Assomption, 1951⁸⁶).



Du bas au haut : Église Ste Anne; Christ the King Church; Hôpital St-Joseph; École Sudbury Secondary and Sheridan Tech; École St-Louis de Gonzague

Dans le North End (Nouveau-Sudbury), la construction d'un nouvel édifice pour l'école PSS #4 McKim permet la séparation des groupes linguistiques en 1941⁸⁷. On retrouve toujours une vingtaine de fermes dans le secteur. En 1949, l'entrepreneur forestier Léon Portelance achète 600 acres des deux côtés du boulevard Lasalle, sur lesquels il construit le Sudbury Drive In et l'hôtel Laurentien⁸⁸. Portelance fait construire 150 maisons et attribue des noms à certaines rues, dont Martin (patronyme de sa mère), Madeleine (sa fille) et Parisien (son comptable)! Plusieurs familles du Moulin-à-Fleur et d'autres quartiers sont attirées par les « *single-family houses with spacious lots at reasonable prices*⁸⁹ ». C'est l'émergence d'une première banlieue à Sudbury. Trois écoles franco-catholiques, Immaculée-Conception (1947), Sacré-Cœur (1953) et Saint-Conrad (1954), sont construites, tout comme les paroisses franco-catholiques l'Annonciation (1953) et Saint-Dominique (1960⁹⁰); le secteur compte aussi six écoles et deux lieux de culte de langue anglaise. Le Nouveau-Sudbury voit la construction de plus de 7000 maisons entre 1945 et 1980⁹¹. Plusieurs familles s'y installent, dont les Gervais qui, en 1953, quittent le Moulin-à-Fleur, francophone à 85 %, où « la présence française était [...] naturelle » et, dans les commerces, « on parlait très souvent notre langue⁹² », pour emménager dans un secteur où les francophones composent 40 % de la population, mais où la vie publique se passe surtout en anglais. La dispersion des francophones contribue à l'assimilation et à la diminution du poids démographique des Sudburois de langue maternelle française, qui passe de 35 % en 1951 à 27 % en 1971⁹³.

En 1957, la construction du centre commercial New Sudbury Centre, complexe de 30 magasins offrant 2000 places de stationnement, contribue à englober l'ancien secteur agricole et à détrôner le centre-ville comme lieu principal pour le magasinage. Attirée par la valeur des propriétés foncières, la ville de Sudbury propose l'annexion du nord du canton McKim (qu'on appelle le Nouveau-Sudbury) en échange de la prolongation des aqueducs et des égouts; la province entérine la requête et la fusion a lieu en janvier 1960⁹⁴. D'autres secteurs résidentiels se développent, dont la Haute-Ville et Minnow Lake, plus près du centre-ville. La Vallée, où une dizaine de fermes sont abandonnées chaque année, se transforme lentement en ville dortoir⁹⁵. Avec la démocratisation

de l'automobile, quelques milliers de maisons résidentielles y sont construites. L'intensification des relations entre la ville et les nouvelles banlieues favorise le développement d'agences régionales pour les soins de personnes âgées (Manoir des pionniers, 1953), la gestion des eaux (Nickel District Conservation Authority, 1957), le développement urbain (1961), la santé publique (1967) ainsi que pour les écoles publiques (Sudbury Bassin School Board, 1966) et catholiques (Conseil des écoles séparées catholiques romaines du district de Sudbury, 1969)⁹⁶. En janvier 1973, la province impose la constitution d'un gouvernement régional à deux niveaux. Ainsi, un conseil régional chapeaute les conseils de Sudbury et de cinq nouvelles *towns* (Capreol, Nickel Centre, Rayside-Balfour, Valley East et Walden).

Sans indépendance politique, les Canadiens français s'accommodent d'une autonomie politique relative au sein de la fédération canadienne, notamment par l'entremise des compétences provinciales du Québec, ainsi que d'un réseau institutionnel linguistique et religieux qui s'étendent aux milieux francophones à l'extérieur de la Belle Province. C'est à l'intérieur de cette tendance que s'inscrit la formation de nouvelles associations et institutions pendant l'après-guerre. Sudbury compte déjà des sections de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (1916) et de la Société Saint-Jean-Baptiste (1939). En 1947, une soixantaine de professionnels et d'hommes d'affaires forment le Club Richelieu de Sudbury, affilié au mouvement du même nom⁹⁷. Comme le club Rotary qu'il imite, ce club de service tient des soupers et des conférences pour éclairer et inspirer ses membres. L'organisation de collectes de fonds permet la réalisation d'une variété d'œuvres pour soutenir les jeunes canadiens-français, allant de paniers de Noël pour les familles nécessiteuses à de l'équipement médical pour l'hôpital Saint-Joseph, en passant par des bourses d'études et un soutien à l'Orphelinat d'Youville. Le mouvement adhère à la *subscriber democracy*, où des fonds sont amassés et redistribués selon des objectifs établis par une élite. Le Club Richelieu répond aussi aux attentes sociales de l'après-guerre voulant que les pères de famille encouragent le civisme et les loisirs auprès d'enfants et de la communauté. Le mouvement se distingue des Rotary, Kiwanis et Lions en étant catholique et nationaliste; les membres profitent de congrès annuels, tenus au Québec ou ailleurs au Canada français,



Activité de la Société Saint-Jean-Baptiste

pour sortir de leur isolement, rencontrer des francophones d'ailleurs, développer des amitiés et nourrir une fierté envers les réalisations de leurs compatriotes⁹⁸. Avec ces réseaux, on peut faire progresser des causes communes, dont le soutien à la culture canadienne-française, la bilinguisation de l'État fédéral et le développement de l'éducation de langue française hors Québec.

L'encadrement catholique des loisirs, auxquels les gens s'adonnent davantage après la Guerre, rejoint les laïcs comme le clergé. Né à Sudbury en 1915, Albert Régimbal est formé à Montréal, où les mouvements spécialisés de l'Action catholique cherchent à créer un dialogue entre religieux et laïcs sur les questions nationale, ouvrière et sociale⁹⁹. De retour à Sudbury, le père Régimbal dirige la récréation au Collège du Sacré-Cœur de 1942 à 1948, avant d'être nommé curé de Sainte-Anne-des-Pins. Régimbal fait creuser le sous-sol de la paroisse pour aménager un local permanent où les jeunes « ne se gênaient pas et où ils ne seraient pas gênés¹⁰⁰ ». Baptisé le Centre des jeunes de Sudbury (CJS, 1950), l'espace est ouvert tard le soir pour permettre aux adolescents, après une soirée au cinéma, de s'y réunir pour, au lieu de traîner dans les rues, jaser avec le père Régimbal. Un théâtre populaire permet aux élèves du Collège du Sacré-Cœur de monter des pièces du répertoire français



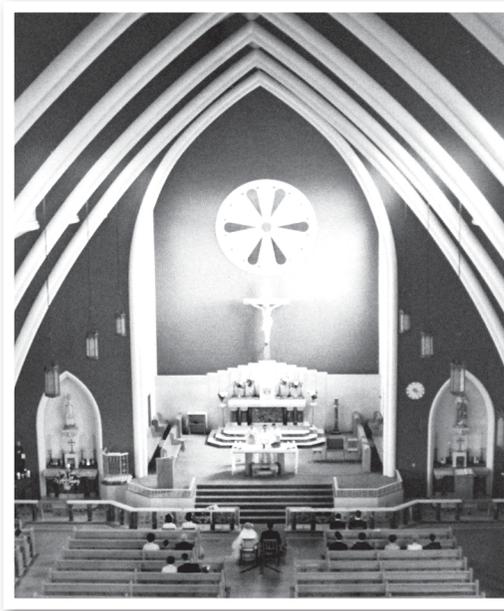
Collège du Sacré-Cœur — 1942

et canadien-français, mais aussi des créations originales, qui mettent en scène les origines de Sudbury et de la population francophone¹⁰¹. Près de 300 membres peuvent profiter de spectacles des Jeunesses musicales du Canada, d'ateliers allant de la photographie à la culture physique, et de sports tels les quilles et le ping-pong¹⁰². Le Centre comprend enfin une bibliothèque présentant 1500 livres, 100 disques ainsi que des revues et des films, tous en français. D'autres organisations, dont le Club LaSalle (1956) au Nouveau-Sudbury et le Club Alouette (1959) au Moulin-à-Fleur, font construire des salles de bal pour y tenir des soirées dansantes et des événements¹⁰³. À l'été 1960, le CJS inaugure une colonie de vacances sur le West Arm du lac Nipissing, une propriété jésuite près de Lavigne, où l'on emménage des dortoirs, une cuisine, un réfectoire et une chapelle. C'est un coin tranquille pour que « les jeunes s'initient progressivement à une vie sociale plus authentiquement humaine et chrétienne¹⁰⁴ » lors de randonnées en forêt, de baignades et de moments de recueillement et d'échange. Cette approche s'inspire du personnelisme catholique, mais aussi des techniques d'« animation » du sociologue Carl Rogers. Ces activités sont soutenues par les paroissiens,

le Club Richelieu et les Dames auxiliaires de la paroisse Sainte-Anne. À même le Centre, la compagnie de spectacles La Slague est créée en 1964 pour mettre en scène la relève parmi les chansonniers québécois¹⁰⁵.

Puisque les Sœurs grises ont toujours de nombreuses recrues et que les parents canadiens-français souhaitent que leurs filles obtiennent une éducation secondaire de langue française (après y avoir perdu l'accès en 1939), la congrégation ouvre, à même l'hôpital Saint-Joseph à l'automne 1948, le Collège Notre-Dame (CND); 6 ans plus tard, il compte 269 élèves¹⁰⁶. Un nouvel édifice de quatre étages est construit sur la rue Lévis, en Haute-Ville, en 1959, grâce aux contributions des parents et du curé de St-Jean-de-Brébeuf, M^{gr} Coallier. En 1966, le CND offre le cours classique, commercial et ménager à 500 adolescentes. En aval de la colline, le Collège du Sacré-Cœur (CSC) connaît aussi une hausse d'inscriptions, ce qui le pousse à construire une annexe en 1953. Le programme qui y est enseigné ressemble de plus en plus à celui des *high schools*, mais il maintient des éléments du programme classique : du latin, grec, piété, catéchisme, discipline, apprentissage rigoureux du français et de l'anglais, littérature française et l'histoire du Canada français, émulation, culture de débats, etc¹⁰⁷. Même s'ils viennent de familles modestes, plusieurs diplômés du CSC deviennent des chefs de file dans leur domaine — l'évêque Roger Despatie, l'éditeur Camille Lemieux, le dramaturge André Paiement, le chanteur Robert Paquette et l'animateur Denis St-Jules comptent parmi les exemples¹⁰⁸. Or, la proportion de diplômés qui entre en religion chute à des nombres dérisoires. Cette réalité force l'embauche d'un nombre grandissant de laïcs salariés au Collège. De plus, la fondation de l'Université de Sudbury en 1957, qui détache le baccalauréat du programme collégial, diminue les revenus venant des pensionnaires. À cela s'ajoutent le vieillissement des installations du CSC et la concurrence de la Sudbury High School, qui inaugure des cours en sciences humaines en français en 1965. Le Collège, au bord du gouffre financier, ferme en juin 1967¹⁰⁹. La majorité des écoles secondaires franco-ontariennes privées ailleurs en province, connaissent un sort semblable.

À l'époque, les Canadiens français entreprennent un éloignement lent, mais constant et progressif, vis-à-vis de l'Église catholique. Les clubs Richelieu, originellement adeptes de la « doctrine sociale de l'Église »,



Église St-Jean de Brébeuf

l'abandonnent en 1970 au profit d'une « inspiration » issue des valeurs chrétiennes¹¹⁰. Les caisses populaires Desjardins, dont une douzaine sont fondées dans les paroisses de la région de Sudbury entre 1940 et 1960, emménagent des succursales autonomes.

La Coopérative funéraire, catholique depuis sa fondation en 1950, introduit des services funèbres sans dimension religieuse. En 1967, le Centre des Jeunes sort du sous-sol paroissial

pour s'installer dans l'édifice Empire de la rue Elgin et obtient des premiers octrois de la province et de l'État fédéral l'année suivante¹¹¹. Plusieurs Canadiens français continuent de fréquenter la messe dominicale, mais la proportion glisse d'environ 80 % à 40 % entre les décennies 1960 et 1980. Les réformes de Vatican II (1962) sont trop modestes aux yeux de plusieurs et l'encyclique *Humanae vitae* (1968) revient sur certaines libertés, dont l'utilisation de la pilule contraceptive. Les gouvernements élargissent leurs responsabilités en matière de santé, d'éducation et de protection des démunis. Le nombre grandissant de jeunes femmes qui fréquentent l'université et optent pour des professions laïques fait diminuer l'attrait du voile; alors que les Sœurs grises de la Croix recrutaient, à Ottawa, une vingtaine de jeunes femmes par année vers 1960, on les compte sur les doigts d'une main dix ans plus tard. De plus, 651 religieuses, soit plus du tiers de cette congrégation, défroquent entre 1960 et 1980¹¹².

L'hôpital Saint-Joseph est initialement financé par des fondations, des quêtes diocésaines, l'INCO, les clubs, la Croix bleue, une assurance hospitalisation privée créée en 1941 et les patients. Or, l'installation vieillit, puis est confrontée à l'explosion des dépenses pour l'équipement

médical et les salaires. Déjà en 1950, l'établissement comptait 177 religieuses pour 611 salariés laïcs; l'hôpital est alors le plus grand employeur à Sudbury après les sociétés minières¹¹³. Introduite par l'Ontario en 1959, l'assurance hospitalisation universelle (qui précède l'assurance universelle de santé créée en 1964) enclenche la prise en charge par l'État des dépenses de gestion des hôpitaux. Cette évolution réjouit les religieuses, qui « deviennent des salariées rémunérées pour leur travail dans leurs propres institutions^{114!} » En 1967, la province s'engage à construire un hôpital moderne aux angles de la rue Paris et du chemin du lac Ramsey. En juin 1975, les Sœurs de la Charité d'Ottawa (nouveau nom des Sœurs grises) ferment leur institution après 77 ans d'existence¹¹⁵.

Les Sœurs de la Charité parviennent à maintenir à flot deux écoles secondaires, l'École secondaire Saint-Joseph de Hull et le Collège Notre-Dame de Sudbury, pour fournir une éducation catholique dans ces deux villes et maintenir deux postes de promotion vocationnelle. À l'automne 1967, le Collège Notre-Dame accueille 168 garçons, orphelins du Collège du Sacré-Cœur qui vient de fermer, ce qui fait grimper le nombre total d'élèves à 715. Le baby-boom entraîne aussi la construction de cinq nouvelles écoles primaires franco-catholiques à Sudbury entre 1961 et 1971¹¹⁶. Dans le nouveau Conseil des écoles séparées, qui regroupe 24 petites commissions de la région, 59 % des élèves et 75 % des conseillers scolaires sont de langue française¹¹⁷. Le Conseil continue d'offrir la 9^e et la 10^e années gratuitement au Collège Notre-Dame, comme le permet la loi provinciale. Or, ce sont les lois 140 et 141 de 1968 qui permettent l'ouverture, à même les taxes scolaires commerciales, d'écoles secondaires publiques de langue française. L'école Macdonald-Cartier, ouverte en 1969, et l'École secondaire Hanmer, ouverte en 1970, récupère les trois quarts des élèves du CND¹¹⁸. La directrice du Collège, sœur Yvonne Charbonneau, plaide pour le « rôle efficace des institutions privées » et invite les parents « à reconsidérer le choix [qu'ils ont] déjà fait », « à refaire une décision judicieuse en regard de la survivance du Collège Notre-Dame¹¹⁹ ». Visiblement, les sœurs ne considèrent pas la laïcisation du Collège, puisque le Sudbury Board of Education ouvre, en 1972, deux autres écoles secondaires publiques de langue française : Franco-Jeunesse, à Minnow Lake, et Rayside, à Azilda.

Entre-temps, l'Université Laurentienne, créée en septembre 1960 à partir d'une fédération entre l'Université de Sudbury (1957) et des groupes protestants, est un établissement laïque bilingue où l'administration fonctionne principalement en anglais et où une trentaine de cours sont offerts en français. Il ne s'agit pas du bilinguisme intégral de l'Université d'Ottawa, où la majorité des employés, des professeurs et des étudiants sont francophones. La formule laurentienne n'enchant ni les Jésuites ni les Franco-Sudburois¹²⁰, mais elle élargit l'accès aux études universitaires en français et attire à Sudbury des dizaines d'universitaires venus du Québec, de France, de Belgique et de l'Afrique francophone. Le poids démographique des étudiants de langue française, qui oscille entre 12 % et 17 %, et la relative absence des Franco-Ontariens dans la haute administration et le corps professoral sont des lacunes significatives du modèle¹²¹. Certains rêvent de créer une « faculté française¹²² » où les francophones retrouveraient l'autonomie administrative et physique dont ils jouissaient au Collège du Sacré-Cœur et à la première Université de Sudbury. La proposition sera endossée en 1970 par J.G. Hagey, ex-recteur de l'université de Waterloo invité par la Laurentienne à étudier ses structures, mais sera rejetée par les gouverneurs sous prétexte — non sans mépris — de craindre la création d'un « ghetto » francophone.

Dévitualisation économique et effervescence culturelle

~ 1970 à 1994 ~

Les décennies 1960 et 1970 apportent des transformations au réseau institutionnel franco-catholique. Le sociologue Jean Gould a proposé l'explication que « le squelette du Canada français en tant qu'infrastructure culturelle », ou « institution sociale et intellectuelle¹²³ », cède son rôle à l'État. Laïcisation et étatisation sont des processus partiels et incomplets, mais significatifs dans la vie des francophones. Au Québec, l'autonomisme provincial devient plus affirmé, au point où certains, au-delà de la refonte du fédéralisme, rêvent d'en faire un État associé ou un pays. Certains étudiants franco-ontariens acceptent l'idée selon laquelle le projet indépendantiste pourrait assurer la survie de la culture française en Amérique et envisagent de déménager dans la Belle Province pour pouvoir y vivre en français. La « québéçisation » de la « référence » historique, culturelle, politique et identitaire canadienne-française a une incidence profonde sur les Franco-Ontariens. Sur le plan institutionnel, le sabordement de l'Ordre de Jacques-Cartier en 1965 et l'échec, en 1967, des États généraux du Canada français à établir un plan de développement commun à tous les francophones du Canada sont vécus comme des traumatismes chez ceux qui tiennent au renouvellement du projet national canadien-français. Dans *Le Voyageur*, hebdomadaire sudburois de langue française lancé en 1968, on pleure ces moments marquants, même si on est enthousiaste par rapport aux possibilités offertes par le financement fédéral et provincial pour la culture et l'éducation secondaire de langue française¹²⁴. Or, puisque le Canada ne reconnaît pas la dualité nationale, ou les francophones

comme peuple, les Franco-Ontariens tendent à traverser une période d'incertitude quant à leur statut comme minorité au Canada¹²⁵.

Le milieu associatif est marqué par la disponibilité de subventions fédérales du Secrétariat d'État depuis 1969. Ces octrois visent à rendre « des groupes francophones [...] fiers de leur patrimoine », à inspirer un « désir commun de conserver et d'enrichir ces valeurs » ainsi qu'à leur permettre « d'exprimer leurs talents créateurs individuels¹²⁶ ». La section régionale de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) à Sudbury reçoit, dès 1970, un octroi annuel 40 000 \$ (270 000 \$ en 2020) du Secrétariat d'État, ce qui lui permet d'embaucher un animateur, son premier employé à temps plein¹²⁷. L'animation socioculturelle est alors promue par l'État fédéral comme un moyen de sensibiliser les francophones aux problèmes de leur région et de les habiliter à « envisager des solutions¹²⁸ ». En novembre 1970, l'ACFO sudburoise organise les États généraux de Sudbury pour se rapprocher des préoccupations des ouvriers et des jeunes, mais ceux-ci y sont peu nombreux parmi les 250 participants.

À la fin des années 1960, l'ouverture d'un bureau franco-ontarien au Conseil des arts de l'Ontario, l'existence de cours universitaires et d'écoles secondaires de langue française et l'arrivée du baby-boom à l'âge de la maturité favorisent une prise de conscience, chez les jeunes franco-ontariens, de l'originalité de la légitimité de leur expérience¹²⁹. Ils perçoivent alors une « nécessité [...] de se définir à partir de leur réalité¹³⁰ ». En quête identitaire, ces derniers créent un imaginaire collectif à même le territoire nord-ontarien, le « Nouvel-Ontario ». Leurs créations cherchent à s'enraciner dans les lieux et la réalité socioéconomique propres aux Franco-Ontariens du Nord, en faisant appel à la langue orale, à la nordicité et à un « esprit de rébellion envers le passé¹³¹ », selon la littéraire Johanne Melançon. Cet enracinement s'inscrit dans une certaine continuité avec les activités de la Société historique du Nouvel-Ontario, fondée en 1942, ou de l'Institut de folklore, créé en 1960 (l'institut deviendra le Centre franco-ontarien de folklore en 1972), qui nourrissent déjà un sentiment d'appartenance francophone dans la région. Cela étant, les créateurs des années 1970 cherchent à se détacher de l'élitisme des Jésuites et des militants traditionnels. De « par son appel direct à un public lecteur moins

instruit » et la démocratisation d'un « instrument et produit des peuples dominants », ils cherchent à « désacraliser » la littérature. Selon le littéraire François Paré, ils cherchent à « représenter le peuple franco-ontarien tel qu'il est en lui-même¹³² ». Cet éloignement de l'élite serait nécessaire, selon le professeur et poète Robert Dickson, pour s'ancrer dans un « avenir possible¹³³ ». L'accent est mis sur la libération de l'individu et une quête d'autodétermination individuelle en rejetant les principales institutions de socialisation, comme la famille, la religion et l'école. Malgré son dynamisme, cette approche ne fait pas l'unanimité : le Conseil des écoles séparées catholiques romaines du district de Sudbury, *Le Voyageur*, les paroisses, le Club Richelieu et la plupart des familles ouvrières tendent à maintenir une adhésion à ces institutions traditionnelles, à l'idée que « bien parler, c'est se respecter¹³⁴ », tout en greffant à leur bagage culturel des symboles « nouvel-ontariens » et le bilinguisme institutionnel¹³⁵. La prise de distance par rapport au clergé, mais aussi par les professionnels et les gens d'affaires dans la direction des affaires la communauté, au profit des artistes et des enseignants, est importante. Par exemple, *Le Voyageur* de 1978 discute beaucoup moins de nouvelles diocésaines, mais beaucoup plus de politique provinciale et fédérale qu'une décennie plus tôt.

Les octrois fédéraux permettent aussi à des créateurs franco-ontariens de fonder des institutions, dont la Troupe laurentienne (1969), le Théâtre du Nouvel-Ontario et la Coopérative des artistes du Nouvel-Ontario (1971), ancrées dans la contreculture québécoise et californienne. Le colloque Franco-Parole, tenu en mars 1973, mène à la création des concerts La Nuit sur l'étang et des Éditions Prise de parole¹³⁶. À l'Université Laurentienne, après avoir fondé le journal étudiant de langue française *Réaction* (1970), on met sur pied l'Association des étudiants francophones (1974). Les nouvelles institutions sont dirigées par des jeunes et ne dépendent pas de l'Église, même si le professeur jésuite Fernand Dorais est fréquemment cité comme collaborateur et source d'inspiration. La multiplication de regroupements mène aussi à des efforts pour les rapprocher du Centre des jeunes. Celui-ci est tenu à flot par son École des langues, dotée d'un budget d'un million de dollars (4,3 M\$ en 2020), qui forme plus de 1 500 personnes entre 1974 et 1990¹³⁷, ainsi que par la colonie de vacances L'Île-aux-Chênes qui,

jusqu'à l'été 1985, offre à des centaines de jeunes l'occasion de profiter d'une animation francophone en plein air. Le Centre commettra une erreur stratégique en aménageant ses locaux dans l'ancien hôpital Saint-Joseph, trop spacieux et nécessitant trop de rénovations. Avec le roulement de personnel et la stagnation de sa programmation, le Centre, qui devient en 1989 le Carrefour francophone de Sudbury, se trouve au bord d'une ruine potentielle¹³⁸.

Le vocable identitaire « canadien-français », bien qu'il soit toujours privilégié par la presse au début des années 1960, s'évapore. « Franco-Ontarien » demeure la seconde expression la plus utilisée. C'est « francophone » qui devient le plus commun, à compter de 1969, puis qui se consolide comme référence dominante par la suite¹³⁹. Selon l'historien Michel Bock, le terme « Franco-Ontarien » semble associé au régime éducatif, tandis que « francophone » est promu comme passe-partout, tant par la France que l'État fédéral. Le terme a surtout l'avantage d'être plus flexible pour sa capacité d'accueillir et d'intégrer les nouveaux arrivants de la Francophonie mondiale.

Avec des étudiants, l'historien Gaétan Gervais crée le drapeau franco-ontarien et le fait flotter une première fois à l'Université de Sudbury le 25 septembre 1975. Gervais joue alors un rôle clé dans le développement de la recherche sur l'Ontario français. Pour asseoir les assises culturelles et économiques des Franco-Ontariens et crédibiliser leurs revendications politiques, l'existence d'une histoire et d'une culture est insuffisante : elle doit être accompagnée par l'étude de celles-ci¹⁴⁰. Avec des collègues de l'Université Laurentienne, il contribue à fonder les espaces réflexifs que sont l'Institut franco-ontarien (1976) et la *Revue du Nouvel-Ontario* (1978).

Grâce au travail des animateurs comme Marie-Élisabeth Brunet et Yves Tassé, l'ACFO régionale est au cœur du développement de nouvelles institutions de langue française. Elle appuie le développement de coopératives alimentaires à Hanmer (1976) et à Chelmsford (1977), puis d'une coopérative du livre (1979) et d'une garderie coopérative (1981) à Sudbury¹⁴¹. Avec des alliés, Brunet et Tassé militent auprès des autorités fédérales pour l'installation d'une antenne régionale de Radio-Canada à Sudbury¹⁴². En offrant une programmation locale, une antenne

radio-canadienne permettrait aux « Franco-Ontariens [de la région] de prendre en main leur propre destinée » et fournirait une couverture plus « juste sur le plan politique¹⁴³ ». Les francophones ont la station de radio CFBR depuis 1947, mais aucun journaliste de langue française n'y couvre l'actualité au quotidien ou n'offre de visibilité à la création culturelle franco-ontarienne¹⁴⁴. L'antenne CBON de Radio-Canada sera inaugurée en juin 1978.

Pour ce qui est des services fédéraux à Sudbury, ils doivent être offerts dans les deux langues officielles depuis 1969. En février 1978, les élus de la Ville de Sudbury se prononcent en faveur du bilinguisme officiel pour la province, mais pas pour leur municipalité; au lieu, ils privilégient le développement de l'affichage et de la prestation de services dans les deux langues officielles dans les quartiers où la demande le justifie¹⁴⁵. La province développe, au compte-goutte, des politiques d'affichage et de services gouvernementaux en français dans les régions où les francophones sont nombreux, mais le premier ministre Bill Davis refuse l'adoption d'une loi-cadre à cet effet, prétextant la crainte d'un ressac de l'électorat anglophone¹⁴⁶. Quant à la renégociation de la Constitution canadienne, les francophones de Sudbury tendent à être heureux du militantisme du Québec pour la langue française, mais souhaitent, avant tout, la reconnaissance de « l'égalité des deux peuples fondateurs » pour obtenir, comme l'écrit l'éditorialiste du *Voyageur* Hector Bertrand, le « droit d'être chez [eux] partout au pays¹⁴⁷ ». C'est pour cela que le sociologue Joseph Yvon Thériault perçoit les Franco-Ontariens comme une communauté politique aspirant à un certain niveau d'autonomie institutionnelle, politique et culturelle, sans avoir le poids politique ou la concentration territoriale suffisants pour constituer un État, dans un Canada où il existe deux sociétés d'intégration. Ainsi, les organismes « reconna[issent] leur statut de minoritaire au sein de la société canadienne », mais refusent « de se percevoir comme l'une des dimensions ethniques de la réalité canadienne¹⁴⁸ ».

Vers 1975, le secteur historiquement francophone de Sudbury — le Moulin-à-Fleur — comprend environ 2 000 logements et 82 bâtiments commerciaux, concentrés sur l'avenue Notre-Dame. Deux résidents adultes sur trois sont locataires, et les loyers y sont les plus bas de la ville¹⁴⁹. La moitié des adultes n'ont pas de diplôme d'études secondaires

et frôlent ou vivent sous le seuil de la pauvreté, un taux huit points de pourcentage plus haut que la moyenne municipale. Cela ne veut pas dire que les Moulin-à-Fleurois sont malheureux : le trois quarts des résidents interviewés par l'étudiant Maurice Levac en 1976 se disent satisfaits de leur résidence et de leur quartier. La concentration et la proximité des commerces « permet aux gens de vaquer à leurs affaires à pied¹⁵⁰ »; c'est d'ailleurs le quartier où l'automobile personnelle est la moins répandue. Environ 80 % des 7 500 résidents sont d'origine canadienne-française, et 88 % d'entre eux utilisent le plus souvent le français à la maison, contre la moyenne sudburoise de 67 %. On parle le français, mais on l'écrit et on le lit rarement. Neuf résidents sur dix sont catholiques et 55 % vont à au moins une messe par semaine, un taux plus faible qu'autrefois, mais tout de même plus élevé que dans les autres paroisses de langue française de la ville. La paroisse comprend 26 comités ou organisations paroissiales, ce qui contribue à la préservation de traditions et de valeurs communes. L'origine rurale de plusieurs résidents, l'intensité de la vie communautaire et les « origines sociales communes » favorisent un « sentiment de chaleur » similaire à celui « d'une communauté très homogène » ou d'un « petit village » qui fournit un « sentiment de sécurité¹⁵¹ ». Or, Levac, qui a 21 ans lorsqu'il écrit son mémoire et qui a vécu toute sa vie dans ce quartier, constate aussi des fractures à l'horizon : les jeunes sont moins pratiquants que leurs parents, plus instruits et ont plus de moyens qu'eux, ce qui les pousse à acheter des maisons ailleurs. Ainsi, les 35 à 54 ans sont sous-représentés dans le quartier. La forte proportion de logements locatifs tend à faire du quartier « une porte d'entrée » à la ville, qui pourrait y amener plus de « gens d'origine ethnique autre que la nôtre¹⁵² ».

Parmi les écoles secondaires, le Collège Notre-Dame est identifié par les Sœurs de la Charité d'Ottawa comme « œuvre communautaire » d'un fonds qui amasse les excédents des revenus, des salaires et des pensions des religieuses¹⁵³. L'appel à la solidarité permet au CND de remonter la pente des inscriptions, qui passent de 194 (1971) à 685 (1977). Le Collège commence à accueillir des pensionnaires dans un couvent à quelques rues, offrant aux élèves de milieux éloignés et venant de familles pouvant se le permettre une éducation secondaire catholique de langue française. En 1976, le CND reçoit du mobilier d'écoles

québécoises de la congrégation qui ferment, et accueille cinq religieuses qui rentrent d’Afrique pour pourvoir des postes en enseignement. Cette mesure « retarde l’embauche d’un personnel laïque » et « contribue à diminuer d’autant les coûts de fonctionnement¹⁵⁴ ». La croissance du CND est telle qu’une aile est construite pour doubler la taille de l’établissement en 1979; les inscriptions sont au nombre de 930 en 1981. Au même moment, les autres écoles (Macdonald-Cartier, Hanmer, Rayside et Franco-Jeunesse) comptent chacune entre 600 et 700 élèves¹⁵⁵. En 1978, le Conseil des écoles séparées rouvre le Collège du Sacré-Cœur, fermé onze ans plus tôt, pour les 9^e et 10^e années, les seules années subventionnées par les taxes scolaires, afin de répondre à un « mécontentement » de parents « vis-à-vis du manque de discipline et de la mauvaise formation que subissent leurs enfants dans les écoles publiques » ainsi qu’à un désir de « retourner aux écoles privées¹⁵⁶ », selon l’éducatrice Liliane Beauchamp. Or, le projet ne fonctionnera que cinq ans. En 1984, l’élargissement par la province du financement public aux 11^e, 12^e et 13^e années dans les écoles secondaires catholiques permet au Collège Notre-Dame de trouver une source de revenus publics stable¹⁵⁷. Le Conseil des écoles séparées juge alors que ses écoles primaires « nourricières » justifient le rapatriement d’écoles secondaires publiques dans son giron (Franco-Jeunesse deviendra l’Héritage en 1986) ainsi que la construction de nouvelles écoles (l’Horizon en 1989 et Champlain en 1992) pour concurrencer les écoles publiques (Hanmer et Rayside) de la Vallée.

D’autres institutions culturelles traditionnelles survivent et s’adaptent également. Les caisses populaires se professionnalisent et offrent des services spécialisés, parfois au détriment des sociétaires, qui perdent le fil de ces transformations. En 1975, la Caisse populaire St-Jean de Brébeuf compte plus de 3 000 sociétaires et remplace le conseil de surveillance par un cabinet de comptables agréés¹⁵⁸. Les caisses de la région sudburoise continuent de publier une chronique d’éducation économique dans *Le Voyageur*, mais c’est le mouvement Desjardins à Montréal qui les rédige désormais. L’inflation est alors une réalité à appréhender : alors que les ristournes diminuent, certains sociétaires de la caisse transfèrent leurs dépôts ailleurs, ce qui rend plus difficile l’octroi de prêts hypothécaires, alors que les taux d’intérêt dépassent 20 %. Le gérant Arthur Pharand se

désolé que « le capitalisme [soit] bien ancré » chez ses sociétaires, puis que l'affaiblissement de la coopération mène à un résultat bien triste : « Les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres¹⁵⁹. » En 1981, le taux de chômage des Franco-Ontariens dépasse de 2 % la moyenne provinciale, et deux hommes actifs sur trois sont ouvriers ou agriculteurs — comparativement à deux Ontariens sur cinq¹⁶⁰. Il existe aussi une coopérative régionale de Sudbury-Nipissing, qui regroupe des épiceries et des postes d'essence, entre autres entreprises. La Caisse St-Jean-de-Brébeuf se lance dans la construction de la coopérative d'habitation Place Verchères en 1984, dont les résidents sont presque tous francophones. Pharand conclut que sa caisse a permis à « un nombre incalculable de travailleurs¹⁶¹ » de devenir propriétaires de leur maison. La Fédération des caisses populaires de l'Ontario et l'Alliance des caisses populaires de l'Ontario comptent 218 000 sociétaires en 1984; c'est environ un Franco-Ontarien sur deux. En 1989, la Fédération devient membre auxiliaire du Mouvement Desjardins du Québec, ce qui élargit aux Franco-Ontariens les services spécialisés de Desjardins et les transactions intercaisses gratuites. En sondant des sociétaires, l'économiste Jean-Charles Cachon démontre que ceux-ci apprécient la caisse en raison des services qu'elle offre, toujours en français et plus personnalisés, à comparer aux banques. Or, la distance séparant la caisse de son domicile influe largement la probabilité d'y placer ses épargnes¹⁶². À l'Université Laurentienne, on met sur pied un cours d'introduction au coopératisme (1976) ainsi qu'une spécialisation en administration des coopératives (1986)¹⁶³. Le baccalauréat en études coopératives sera aboli après deux ans, lorsqu'on crée le programme de commerce en français (1983).

Comme d'autres sections pendant ces années, l'ACFO régionale s'autonomise et devient, en 1983, l'ACFO du grand Sudbury (ACFOGS). Elle obtiendra, dès lors, ses octrois directement du Secrétariat d'État. Son président, Serge Dignard, est découragé qu'elle rejoigne aussi peu de gens; la participation de 50 résidents à une assemblée générale sur une population de 50 000 est considérée un succès! Selon l'ACFO provinciale, la population semble se désintéresser des sections régionales, « soit par crainte, par antipathie ou par apathie ». Le Franco-Ontarien continuerait de porter « la crainte d'offenser la majorité » avec des

revendications politiques et préférerait « vivre en harmonie avec son milieu, même si cela mène à une anglicisation progressive et à accepter des injustices flagrantes¹⁶⁴ ». Les compressions dans les octrois fédéraux au milieu des années 1980, qui comptent pour 80 % du budget de l'ACFOGS, et les démissions freinent le développement de projets politiques¹⁶⁵. On réussit à améliorer, grâce à des pressions de coulisse, les services en français au sein d'agences gouvernementales, dont Science Nord, Hydro Ontario et Air Canada, des requêtes qui deviennent des exigences suivant l'adoption par le gouvernement provincial de la *Loi sur les services en français* (1986). Au niveau régional, l'ACFOGS parvient à convaincre certains commerçants d'offrir leurs services en français. Elle hésite cependant à appuyer l'ouverture d'une première école publique de langue française, Jeanne-Sauvé, en 1986, par crainte d'aliéner le Conseil des écoles séparées. L'ACFOGS privilégie l'ouverture de garderies de langue française pour contrer l'assimilation. Michel Bock juge que l'ACFOGS devient moins influente, puisque « la petite bourgeoisie marchande, cléricale et libérale s'absente des débats plus souvent qu'autrement ». Toujours selon Bock, l'Association se serait « aliéné » ce segment de population, « en cherchant à se rapprocher du peuple¹⁶⁶ ».

Entre temps, le désarmement des puissances mondiales diminue la demande mondiale pour le nickel, nourrit la fluctuation des prix et stimule la concurrence des activités minières dans les second et tiers mondes, où la main-d'œuvre se trouve à meilleur marché. À l'Inco, comme chez Falconbridge, les restrictions sur les émissions de soufre et l'amélioration des normes de santé et de sécurité qu'impose la province mènent à des mises à pied et à l'attrition. La grève de 1978-1979 pousse les dirigeants à automatiser et à informatiser les procédés. Le nombre de travailleurs du secteur minier dégringole de 22 130 (1975) à 10 397 (1988)¹⁶⁷. En ce qui concerne le poids des mines dans la force de travail, il fond de 25 % (1971) à 11 % (1991). Heureusement pour l'économie locale, la croissance des emplois dans l'administration et les services publics amène la construction de tours de bureaux au centre-ville¹⁶⁸.

Les difficultés économiques de Sudbury se font sentir auprès des commerces, dont plusieurs au centre-ville ferment. Si une moyenne de 4 500 personnes par année s'installent à Sudbury, 6 000 la quittent simultanément; ce faisant, la population de la ville se contracte de

97 604 (1976) à 88 715 (1986¹⁶⁹). L'ambiance morose est pourtant contrée par le fait que 90 % des retraités de l'Inco et de Falconbridge demeurent à Sudbury, ce qui favorise le maintien de services. L'Université Laurentienne et le Collège Cambrian attirent les jeunes du Nord et forment des professionnels, dont plusieurs restent dans la région, devenue un *hub* régional pour le Nord-Est de l'Ontario. Bell Canada (1979) et Revenu Canada (1982) installent des bureaux importants à Sudbury, ce qui facilite sa transition vers une économie de service. Sur le plan environnemental, l'Université Laurentienne et les minières s'associent pour revitaliser les collines dénudées et noircies. Depuis 1969, des étudiants, mais aussi des chômeurs de l'Inco, entreprennent cette récupération en transportant du sol, en plantant des herbacées, des arbustes et 10 millions de petits arbres. Après quatre décennies, Sudbury aura réclaté quelques milliers d'hectares de terres brûlées et se méritera une réputation mondiale pour les possibilités de reverdissement d'une zone industrielle¹⁷⁰. Grâce aux lois environnementales, les mines réduisent de 90 % la pollution qu'elles dégagent entre 1960 et 2002. Par conséquent, la qualité de l'air, des sols et des lacs, ainsi que la santé des résidents, s'améliorent.

À l'Université Laurentienne, on élargit à 36 le nombre de programmes offerts en français pour près de 2000 étudiants francophones, un sommet atteint vers 1990¹⁷¹. Les tentatives pour créer une faculté ou une université franco-ontarienne, relancées à l'époque, aboutissent à une impasse alors que le gouvernement de l'Ontario est confronté à une récession et construit trois collèges communautaires de langue française à Ottawa, à Toronto et à Sudbury.

Diversification économique et diversité culturelle ~ 1995 à 2020 ~

Comment se compare le dernier quart de siècle d'histoire des Franco-Sudburois aux autres? Il débute avec l'ouverture, en septembre 1995, du Collège Boréal, qui regroupe le personnel et les programmes de langue française développés au Collège Cambrian, bilingue depuis son ouverture en 1967¹⁷². En rapatriant une soixantaine de programmes en français des collèges Canadore (North Bay), Northern (Timmins) et Sault (Sault-Sainte-Marie), Boréal comprend, à ses origines, sept campus situés à Sudbury, à Elliot Lake, à Hearst, à Kapuskasing, à New Liskeard, à Sturgeon Falls et à Timmins. Il fait appel aux nouvelles technologies que sont alors le courriel et la visioconférence pour optimiser les communications, l'administration et l'enseignement entre les régions. En 1995-1996, le Collège Boréal compte 1300 étudiants à temps plein et 1600 étudiants à temps partiel. La mission du Collège Boréal est double : former une main-d'œuvre pertinente aux besoins économiques du Nord et encourager le rattrapage socioculturel des Franco-Ontariens, historiquement privés d'une éducation supérieure. Le campus principal est inauguré en 1997 sur le boulevard Lasalle, entre les bassins de francophones de la Vallée, du Nouveau-Sudbury et du Moulin-à-Fleur. Le *Plan stratégique 2005-2010* voit « le développement économique, social et culturel de son milieu¹⁷³ » comme étant intimement lié à la lutte pour « contrer les effets de l'assimilation, de l'exode des jeunes et de l'endettement de la clientèle¹⁷⁴ » et à « l'intégration des populations immigrantes ». À Sudbury, ce « projet de société » comprend la tenue de spectacles au Collège pour propager la fierté franco-ontarienne, la

reconnaissance du patrimoine métis et des activités de recrutement en Afrique francophone. Ce plan est considéré comme essentiel pour « contrer le décrochage culturel¹⁷⁵ », car on constate que la secondarisation du français est bien avancée chez certains étudiants. Dès 2011, le Collège abrite les locaux d'une dizaine d'organismes franco-ontariens, dont le Théâtre du Nouvel-Ontario, l'ACFO du grand Sudbury et le Regroupement des jeunes gens d'affaires francophones. On inaugure un amphithéâtre de 350 places, en 2012, ainsi que le restaurant Au pied du rocher, en 2013, qui servent à rassembler la communauté, mais aussi pour offrir des formations en techniques de la scène et en arts culinaires. L'Institut des métiers est également fondé en 2013. La dernière décennie n'a rien d'évident dans un milieu où le déclin de natalité, l'exode des jeunes et la difficulté d'attirer des immigrants s'aggravent¹⁷⁶. Certes, le Collège Boréal figure au sommet des indicateurs de rendement de la province pour les taux de satisfaction des étudiants, des diplômés et pour l'obtention du diplôme, mais les inscriptions à temps plein diminuent de 1 453 (2015-2016) à 1 342 (2017-2018). En 2018, on annonce l'annulation de 12 programmes, dont plusieurs en sciences et en santé dans les trois campus du Grand Nord, et en arts à Sudbury; on atténue la nouvelle en introduisant 6 nouveaux programmes.

L'expérience du Collège Boréal est-elle symptomatique d'un « essoufflement » de la francophonie sudburoise? En 2006, 62 % des 45 000 francophones parlent le français le plus souvent à la maison, et 20 % s'en servent au moins régulièrement. Une majorité ne consomme pas de médias ou de culture en français. L'affichage commercial bilingue se fait encore rare. Selon la géographe Anne Gilbert, la multiplication des dossiers pour les services en français en « éducation, santé, économie et politique, dans un milieu soumis à des défis importants sur le plan socioéconomique, a contribué à une certaine dispersion des énergies¹⁷⁷ »; les organisations se retrouvent aussi confrontées à un « manque de relève ».

Le réseau associatif francophone demeure riche et complexe. Les caisses populaires ont autant de membres qu'avant et ciblent « l'aspect humain comme priorité », même si elles offrent plus de services en anglais de nos jours. Les autres institutions financières n'hésitant plus de faire affaire avec les francophones, la caisse est obligée d'offrir « des

services compétitifs¹⁷⁸ », selon le président de la caisse du Moulin-à-Fleur, Robert Boucher. Le gérant Raymond Prévost se demande : « Sommes-nous à côté de notre mission en proposant aux clients d'acheter aujourd'hui et de payer demain avec la carte de crédit Visa ? » La moitié des membres de la caisse n'habitent plus le Moulin-à-Fleur, mais l'automatisation dégage du personnel pour « donner un meilleur service financier personnalisé, comparable aux autres institutions, à un coût compétitif¹⁷⁹ ». Depuis 1990, les caisses se fusionnent à Ottawa et à Sudbury pour aboutir, en janvier 2020, à la formation de Desjardins Ontario, une seule caisse provinciale, dotée d'une capitalisation de 7 milliards de dollars en actifs, de 14,6 milliards de dollars en affaires, de 130 000 sociétaires et de 650 employés dans 50 centres de services¹⁸⁰.

À Sudbury, le dynamitage et le déplacement de roche, possible à moindre coût qu'autrefois, rendent des terrains jusque-là inutilisables disponibles à la vente privée et commerciale. La densification urbaine est favorisée par les nouveaux quartiers qui sont construits sur les collines, tout comme par l'émergence de grandes surfaces à l'angle Barrydowne et de Kingsway, qui attirent les magasiniers du Nord-Est ontarien et du Nord-Ouest québécois¹⁸¹. En 2008, la raffinerie de Copper Cliff recouvre les montagnes de « slague », avec de la glaise, de la tourbe, du trèfle et des semences d'arbres.

La fusion de la municipalité régionale avec six villes environnantes, en janvier 2001, crée le Grand Sudbury, une mégaville à palier unique. Dans la transformation, des services provinciaux (égouts, entretien de routes provinciales, assistance sociale, aide à l'enfance et services ambulanciers) lui sont aussi dévolus. La fusion promettait des économies, mais les impôts fonciers ne suffisent pas pour répondre aux besoins, particulièrement au centre-ville, qui continue de manquer d'amour. Des fractures entre les communautés, éparpillées sur un territoire 3,5 fois plus grand que la superficie de la mégaville de Toronto, persistent, selon une étude menée par l'ex-député Floyd Laughren (2007).

L'élargissement de la route 69 à des chaussées doubles diminue à trois heures et demie la route vers Toronto. La mesure encourage l'ouverture de nouveaux commerces et permet à l'économie sudburoise de se diversifier et de se spécialiser. Avec le développement de technologies

minières et de recherche sur des spécialités associées à une ville minière, la population se stabilise pendant les années 1990 et se remet à croître modestement. La reprise de la construction domiciliaire dans la Vallée, mais aussi sur les collines, en témoigne. En 2016, la ville du Grand Sudbury compte 161 647 résidents, une hausse de 1 % depuis 2011 et de 2 % depuis 2006¹⁸². À cette époque, l'Université Laurentienne réduit le nombre de cours et de programmes en français¹⁸³, mais l'ouverture du musée Terre dynamique (2003), de l'École de médecine du Nord de l'Ontario (2005) et de l'École d'architecture McEwen (2012) attire des chercheurs, des techniciens et des étudiants. Cela contribue à faire croître le nombre de cols blancs à la moitié de la main-d'œuvre, tandis que la proportion de travailleurs du secteur minier diminue à moins de 5 %. En 2006, Falconbridge et l'Inco sont achetés par des minières suisse (Xstrata) et brésilienne (Vale). Des observateurs constatent que Falconbridge et l'Inco étaient devenues fortement bureaucratisées et avaient attendu trop longtemps pour consolider leurs activités pour pouvoir se mettre à l'abri d'une proposition d'achat par des compagnies fonctionnant à moindre coût dans les second et tiers mondes. La crise économique de 2007-2009 mène Vale à exiger la réduction des « bonis du nickel » et d'autres privilèges liés à l'ancienneté. La grève déclenchée en juillet 2009 durera 13 mois, la plus longue de l'histoire de Sudbury¹⁸⁴. Les Sudburois sont pourtant moins préoccupés par la grève qu'autrefois, puisqu'elle ne concerne qu'une petite fraction des familles.

Lui-même fils d'immigrants finlandais, le géographe Oiva Saarinen estime que la vitalité des groupes immigrants installés à Sudbury au tournant du 20^e siècle tend désormais à être restreinte aux foyers pour personnes âgées et aux célébrations annuelles des cultures ukrainienne, italienne, celte/irlandaise, grecque et finlandaise¹⁸⁵. En contrepartie, la création par les Anishinabe de centres d'amitié, de santé, d'éducation et d'études autochtones dans les écoles, les collèges et à l'université rend les cultures autochtones plus visibles et vibrantes à Sudbury. C'est un changement important, puisqu'un plus grand nombre d'Autochtones habite la ville que les réserves : en 2016, 15 695 Sudburois (9 %) revendiquent une origine autochtone, dont la moitié affirment avoir une identité métisse. Cette réalité comporte un sentiment d'appartenance profond pour certains, puis une filiation abstraite à un ancêtre lointain

pour d'autres¹⁸⁶. Le contingent autochtone est désormais plus grand que celui des groupes est-européens. Or, les communautés de Wahnapiatae et de Whitefish Lake préféreraient que leurs membres se réinstallent sur les terres ancestrales afin de les redynamiser¹⁸⁷.

Quant aux francophones de langue maternelle, leur poids et leur nombre fond de 9 % et de 4 800 personnes¹⁸⁸. Si la diminution est en partie attribuable à l'exode, ce facteur est insuffisant pour expliquer la baisse, entre 2006 et 2016, de la population francophone de près de 2 000 individus, alors que la population globale a crû de 2 %. Autrement dit, de 28,2 % en 1996, le poids démographique de la population de langue maternelle française du Grand Sudbury est passé à 25,7 % en 2016. Malgré la secondarisation du français chez certaines francophones, la connaissance des deux langues officielles demeure stable à 39 %. Près de 60 % des Sudburois sont unilingues anglophones, mais 1 300 personnes (1 % de la population), principalement des vieillards et des enfants, sont unilingues francophones.

En 2016, 20 725 personnes (sur les 155 525 sondées) déclarent parler le français le plus souvent à la maison (soit 13 %¹⁸⁹). Ce chiffre s'élevait pourtant à 23 500 (15 %) en 2011, une diminution de 2 775 personnes en cinq ans (soit 12 %)¹⁹⁰. Le nombre de personnes qui parlent « régulièrement » le français à la maison, en 2016, est de 17 270 personnes (11 %), en hausse par rapport aux 16 350 (10 %) de 2011. C'est donc 1 855 personnes de moins qui parlent français dans leur foyer en cinq ans. Il va sans dire que c'est l'anglais qui prédomine : 131 545 (82 %) personnes disent parler cette langue le plus souvent à la maison et 13 345 (8 %) personnes de plus la parlent régulièrement à la maison. Ce recul s'observe aussi dans les municipalités environnantes, dont Rivière-des-Français, Markstay-Warren et Saint-Charles, puisque leurs majorités francophones en 2001 (61 %, 50 % et 69 %) sont devenues des minorités francophones en 2011 (49 %, 37 % et 48 %¹⁹¹).

Qu'est-ce qui cause le recul du français? Certes, la conviction personnelle entre en jeu, mais la transmission de la langue dépend aussi d'autres facteurs, dont le comportement du parent anglophone ou allophone dans un ménage exogame selon s'il apprend, valorise ou utilise le français, ou bien le comportement dans l'espace public des

individus, des commerces et des institutions. À Sudbury, les rapports de forces continuent de favoriser disproportionnellement l'anglais. En 2016, sur 89 490 travailleurs sondés à Sudbury, 2 % ne travaillent qu'en français, 5 % y emploient le plus souvent le français et 18 % y parlent régulièrement le français¹⁹². C'est dans les domaines de l'enseignement, de la fonction publique, des arts et de la santé (où les francophones sont surreprésentés par rapport à leur poids démographique) que le français est le plus présent¹⁹³. La présence des francophones est proportionnelle à leur poids démographique dans les affaires et les services. Enfin, ils sont sous-représentés dans le domaine des sciences naturelles et dans les services publics.

Où se concentrent les francophones? En 2011, on en trouve 6 545 au Nouveau-Sudbury, 3 710 à Chelmsford, 3 310 à Val Thérèse, 2 825 au Moulin-à-Fleur, 2 805 à Hanmer, 2 690 à Minnow Lake, 2 390 dans le South End, 2 255 à Val Caron, 2 170 à Azilda, 1 640 dans le Rayside-Balfour rural, 1 515 dans la Vallée-Est rurale, 1 195 au Donovan et 760 au Centre-Ville¹⁹⁴. Les secteurs avec la plus forte proportion de francophones sont Chelmsford (57 %), le Rayside-Balfour rural (53 %), Azilda (51 %), Blezard Valley (50 %), Hanmer (47 %) et Val Caron (44 %). Le Nouveau-Sudbury et le Moulin-à-Fleur, les secteurs les plus francophones de l'ancienne ville de Sudbury, se situent à 28 % et à 32 %.

La région compte 150 organisations entretenant des liens avec la communauté francophone, dont les trois quarts sont unilingues francophones et dont certaines ont été créées plus récemment, dont la Galerie du Nouvel-Ontario (1995), le Conseil scolaire catholique du Nouvel-Ontario (1998), le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario (1998) et le Salon du livre du Grand Sudbury (2004)¹⁹⁵. En novembre 2008, les États généraux de Sudbury aboutissent à la formation du Comité de planification communautaire de Sudbury, doté de huit tables sectorielles. Financé par la Fondation Trillium et l'agence fédérale FedNor, le Comité souhaite, entre autres, « assurer une meilleure sensibilisation » de la population aux réalités francophones, « augmenter la participation » au secteur associatif, « favoriser l'engagement » et « développer la concertation¹⁹⁶ », car la participation continue de se limiter à quelques centaines de personnes aux activités culturelles et à une vingtaine de personnes aux assemblées annuelles de l'ACFOGS¹⁹⁷.

La rétention de la jeunesse et l'augmentation de l'immigration francophone, (18 % des immigrants s'installant à Sudbury entre 2001 et 2011 ont une connaissance du français¹⁹⁸), sont aussi envisagées. Un *hub* francophone (www.quifaitquoisudbury.ca) est lancé en ligne en 2015.

Le projet de plus grande envergure est la Place des Arts, géré par le Regroupement des organismes culturels de Sudbury (ROCS), qui en étudie la faisabilité, obtient du financement public de la Ville, de la province et de l'État fédéral, tient une collecte de fonds, fait dessiner et construire, pour 28 M\$, des espaces de production et de diffusion, des bureaux, quatre salles de diffusion, un bistro et une boutique¹⁹⁹. À son ouverture à l'automne 2021, la Place des Arts, située à l'angle des rues Elgin et Larch, promet d'être un « foyer d'excellence et lieu rassembleur²⁰⁰ ».

À l'ACFOGS, une diminution de moitié des octrois fédéraux, qui passent de 151 000 \$ à 78 974 \$ en 2009, appelle à un redressement. En effet, puisque les octrois fédéraux ne représentent plus que la moitié des revenus, l'autre moitié doit être autogénérée par une boutique de marchandise franco-ontarienne et des activités sociales, qui servent aussi de collecte de fonds. L'ACFOGS maintient sa veille de services en français dans les comptoirs et les agences de la Ville du Grand Sudbury, qui prend en compte sa politique de services en français, établie en 1999. En 2012, une étude commandée par l'ACFOGS compare le Grand Sudbury à Moncton (Nouveau-Brunswick) et à Bienne (Suisse), deux villes bilingues ayant une forte minorité francophone. L'étude révèle le chemin à parcourir pour le Grand Sudbury : il manque au paysage le bilinguisme officiel au niveau municipal, une politique d'affichage commercial bilingue et un organisme chargé de nourrir le vivre-ensemble et la coexistence entre les deux principaux groupes linguistiques²⁰¹. Pour expliquer ce retard, l'ACFOGS pointe à une « réticence de la population anglophone », à une « absence de volonté politique » et à un « manque de conviction de la part des francophones²⁰² ». L'ACFOGS s'affaire à renverser la tendance et cible l'affichage commercial avec une campagne de sensibilisation de la population francophone et des commerçants, *J'affiche aussi en français*, en 2013²⁰³. Cela permet d'élargir le répertoire des services en français, conçu pour énumérer les services publics, aux commerces. La campagne est reprise par les autres ACFO régionales de

la province en 2014 dans une initiative appelée « Bonjour! *Welcome!* ». L'ACFOGS continue de rencontrer périodiquement le maire et les conseillers, mais l'organisation ne parvient pas à obtenir un financement pour poursuivre son *Étude des impacts économiques des francophones*, et la Ville semble s'en tenir à répondre aux manquements des services à la population en français et à développer le tourisme culturel. Avec seulement deux employés, l'ACFOGS assure les festivités pour le 20 mars (Journée internationale de la Francophonie) et du 25 septembre (Journée des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes) avec ses collaborateurs, l'Université Laurentienne, l'Université de Sudbury et le Collège Boréal; quant à la Saint-Jean (en juin), elle coordonne conjointement avec le Centre de santé communautaire du Grand Sudbury, ainsi qu'une douzaine de partenaires communautaires. Lors d'un sondage effectué en 2015, certains francophones reprochent à l'organisme de « ne pas être assez audacieux²⁰⁴ » dans ses revendications politiques, ainsi que dans son engagement auprès des jeunes, des nouveaux arrivants, des francophiles et des francophones ordinaires. L'ACFOGS en prend acte dans sa planification stratégique 2015-2020 en proposant de devenir un chien de garde pour le respect des « droits des francophones » et des « priorités de la communauté francophone²⁰⁵ ». En 2017, elle relance la campagne pour accroître l'offre et la demande actives de services en français dans les bureaux gouvernementaux et les commerces; elle s'engage aussi à mettre en valeur l'histoire des Franco-Sudburois²⁰⁶. L'ACFOGS est déçue que la planification d'une université de langue française à Toronto, dont l'ouverture est prévue à l'automne 2021, ne prévoit pas le développement de l'autonomie universitaire ou de nouveaux programmes en français à Sudbury²⁰⁷.

Après la création du Contact interculturel francophone de Sudbury (CIFS) en 1998 et la formation en 2011 du Réseau en immigration francophone (RIF) du Nord, le Grand Sudbury compte, en 2016, 190 Vietnamiens, 110 Français, 85 Libanais, 55 Algériens, 30 Congolais, 30 Ivoiriens, 25 Haïtiens, 20 Marocains et 20 Tunisiens²⁰⁸. La sélection du Grand Sudbury par le ministère de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté en mai 2019 comme l'une des 14 communautés francophones accueillantes hors Québec fait que l'immigration francophone risque d'être une pièce du renouvellement de la francophonie sudburoise²⁰⁹.

Notes

- ¹ Oiva Saarinen, *From Meteorite Impact to Constellation City. A Geographical History of Greater Sudbury*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2013, p. 25-29.
- ² Daniel Marchildon, *Sudbury. Toute une histoire!*, Sudbury, Centre Fora, 1991, p. 10.
- ³ Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 37.
- ⁴ Donald Dennie, *Une histoire sociale du Grand Sudbury. Le bois, le roc et le rail*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2017, p. 36-45.
- ⁵ Gaétan Gervais et Robert Toupin, *Les Jésuites en Ontario. Entretiens édités et colligés par Serge Dupuis et Jean Lalonde*, Sudbury, La Société historique du Nouvel-Ontario (SHNO), 2014, p. 85-89.
- ⁶ Lucien Michaud, *Cent ans de vie française à Sudbury 1883-1983*, Sudbury, SHNO, 1983, p. 13.
- ⁷ Yves Frenette, « Sur quelques interprétations de la francophonie nord-américaine », dans France Martineau, Annette Boudreau, Yves Frenette et Françoise Gadet (dir.), *Francophonies nord-américaines. Langues, frontières et idéologies*, Québec, Les Presses de l'Université Laval (PUL), 2018, p. 155.
- ⁸ Gilberte Proulx, *Familles pionnières. Leur odyssée. Leur enracinement*, Sudbury, SHNO, 1944, p. 12, 24-31.
- ⁹ Gilbert Stelter, « The People of Sudbury : Ethnicity and Community in an Ontario Mining Region », *Polyphony*, printemps-été 1983, vol. 5, n° 1, p. 3.
- ¹⁰ Donald Dennie, *La paroisse Sainte-Anne-des-Pins*, Sudbury, SHNO, 1986, p. 12-13.
- ¹¹ Conseil des Écoles séparées catholiques romaines du District de Sudbury (CÉSCRDS), *Les Écoles séparées catholiques de Sudbury. Cent ans d'éducation catholique 1884-1984*, 1984, p. 1-7.
- ¹² Jacques Taillefer, « L'ACFEO à Sudbury 1910-1927 », dans Guy Gaudreau, (dir), *Bâtir sur le roc. De l'ACFEO à l'ACFO du Grand Sudbury (1910-1987)*, Sudbury, SHNO, 1994, p. 30-34.
- ¹³ Sœur Sainte-Irénée, « Les Sœurs Grises de la Croix », dans Lucien Michaud, 1983, *op. cit.*, p. 47-49.
- ¹⁴ Huguette Parent, *L'hôpital Saint-Joseph de Sudbury*, Sudbury, Université Laurentienne, thèse de maîtrise (histoire), 1985, p. 52-70.
- ¹⁵ André Lalonde, *Le Règlement XVII et ses répercussions sur le Nouvel-Ontario*, Sudbury, SHNO, 1965, p. 36.
- ¹⁶ Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 41-45; Daniel Marchildon, 1991, *op. cit.*, p. 18.
- ¹⁷ Jamie Benedickson, « Sudbury, Nickel and Inco: Early History », *Alternatives Journal*, vol. 2, n° 3, printemps 1973, p. 6.

- ¹⁸ Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 46-51.
- ¹⁹ Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 35, 111-114.
- ²⁰ Huguette Parent, 1985, *op. cit.*, p. 80-98.
- ²¹ Paul de la Riva, *Mine de rien. Les Canadiens français et le travail minier à Sudbury 1886-1930*, Sudbury, SHNO, 1997, p. 47, 61, 132-133.
- ²² Paul de la Riva, 1997, *op. cit.*, p. 40, 96-97.
- ²³ Paul de la Riva, 1997, *op. cit.*, p. 134-136, 143.
- ²⁴ Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 115-118 ; Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 141-142.
- ²⁵ Arnel Michel, « Les familles Michel & Bouchard », [ca. 2010], 8 p., dans le cahier du centenaire du Moulin-à-Fleur, 2011, Archives privées de Jeannine Larcher-Lalande (APJLL).
- ²⁶ Arnel Michel, [ca. 2010], *op. cit.*, p. 5.
- ²⁷ Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 204-205 ; Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 143-149.
- ²⁸ Guy Gaudreau, « Les activités forestières dans deux communautés agricoles du Nouvel-Ontario, 1900-1920 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, n° 4 (2001), p. 528-529.
- ²⁹ Léo Legault, *Blezard Valley*, Sudbury, SHNO, 1953, p. 31.
- ³⁰ Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 147-153.
- ³¹ Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 129, 143-148, 205-206.
- ³² Matt Bray, « The Province of Ontario and the Problem of Sulphur Fumes Emissions in the Sudbury District : A Historical Perspective », *Laurentian University Review*, vol. XVI, n° 2, 1984, p. 81-90.
- ³³ Angèle Deschamps, *Sudbury, 1911 : Espace et population dans une période de forte croissance*, Sudbury, Université Laurentienne, thèse de maîtrise (histoire), 2012, p. 98-117.
- ³⁴ Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 158.
- ³⁵ Donald Dennie, 1986, *op. cit.*, p. 9-14; Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 52-56.
- ³⁶ Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 119-140.
- ³⁷ Lucien Michaud, 1983, *op. cit.*, p. 9.
- ³⁸ Donald Dennie, 1986, *op. cit.*, p. 14.
- ³⁹ Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 29, 135-138.
- ⁴⁰ Robert Choquette, *La foi gardienne de la langue en Ontario, 1900-1950*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1987, p. 352; Fernand Ouellet, Fernand Ouellet, *L'Ontario français dans le Canada français avant 1911. Contribution à l'histoire sociale*, Sudbury, Les Éditions Prise de parole, 2005, p. 496-497.
- ⁴¹ Gaétan Gervais, « 3. L'Ontario français (1821-1910) », dans Cornelius Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 113.
- ⁴² Jacques Taillefer, 1994, *op. cit.*, p. 33-36.
- ⁴³ Jacques Taillefer, 1994, *op. cit.*, p. 10-20.

- ⁴⁴ André Lalonde, 1965, *op. cit.*, p. 36-38; Jacques Taillefer, 1994, *op. cit.*, p. 24, 29.
- ⁴⁵ André Lalonde, 1965, *op. cit.*, p. 37.
- ⁴⁶ J.-Raoul Hurtubise, 1954, dans Guy Courteau, *Le docteur J.-Raoul Hurtubise M.D. M.P. 40 ans de vie française à Sudbury*, Montréal, Les Éditions Bellarmin, 1971, p. 74.
- ⁴⁷ Jacques Taillefer, 1994, *op. cit.*, p. 37-38.
- ⁴⁸ CÉSCRDS, 1984, *op. cit.*, p. 8-9.
- ⁴⁹ Victor Simon, *Le Règlement XVII : Sa mise en vigueur à travers l'Ontario 1912-1927*, Sudbury, SHNO, 1983, p. 14, 23.
- ⁵⁰ J.P. Finn, 14 juin 1915, dans André Lalonde, 1965, *op. cit.*, p. 38-39.
- ⁵¹ J.-Raoul Hurtubise, *Les écoles bilingues de Sudbury*, Sudbury, SHNO, 1954, p. 31-32.
- ⁵² André Lalonde, 1965, *op. cit.*, p. 40.
- ⁵³ Jacques Taillefer, 1994, *op. cit.*, p. 40-46.
- ⁵⁴ Marguerite Whissell-Tregonning, *La vie à l'ombre des silos. Le quartier du Moulin à Fleur*, Hull, 1990, p. 2.
- ⁵⁵ Claire Pilon, *Le Moulin à Fleur*, Gatineau, Imprimerie Gauvin, 2011 (1983), p. 17-18, 75-78.
- ⁵⁶ « O'Connor Park, Sudbury », *Sudbury Journal*, 12 juin 1912.
- ⁵⁷ Claire Pilon, 2011, *op. cit.*, p. 20.
- ⁵⁸ Arthémise Camirand-Peterson, *New Sudbury not as new as you think. A Community History*, Sudbury, New Sudbury Historical Society, 2015, p. 5-6, 13-16.
- ⁵⁹ Arthémise Camirand-Peterson, 2015, *op. cit.*, p. 31, 37, 40, 43, 46-47, 61, 66, 88-89, 96, 114-120, 139.
- ⁶⁰ André Lalonde, 1965, *op. cit.*, p. 41; Victor Simon, *op. cit.*, 1983, p. 53-55.
- ⁶¹ « Sudbury High School », *Sudbury Journal*, 10 novembre 1910, p. 1.
- ⁶² « Sudbury High School », *Sudbury Journal*, 4 juillet 1912, p. 1-2.
- ⁶³ « Catholic College for Sudbury », *Sudbury Journal*, 30 mai 1912, p. 1.
- ⁶⁴ Gaétan Gervais et Robert Toupin, 2014, *op. cit.*, p. 107-109.
- ⁶⁵ Donald Dennie, 1986, *op. cit.*, p. 14.
- ⁶⁶ Gaétan Gervais et Robert Toupin, 2014, *op. cit.*, p. 91-94.
- ⁶⁷ CÉSCRDS, 1984, *op. cit.*, p. 10; Claire Pilon, 2011, *op. cit.*, p. 61-62.
- ⁶⁸ Victor Simon, 1983, *op. cit.*, p. 26; Jacques Taillefer, 1994, *op. cit.*, p. 40-42.
- ⁶⁹ Louise Guay (Sœur Paul-Émile), *Les Sœurs Grises de la Croix d'Ottawa. Mouvement général de l'Institut 1876-1967*, Ottawa, Maison mère des Sœurs Grises de la Croix, 1967, p. 327; André Lalonde, 1965, *op. cit.*, p. 43.
- ⁷⁰ Louise Guay, 1967, *op. cit.*, p. 328.
- ⁷¹ Louise Guay, 1967, *op. cit.*, p. 143; J.-Raoul Hurtubise, 1954, *op. cit.*, p. 40.
- ⁷² Aimé Arvisais, 9 août 1940, dans Pierre Ouellette, « Éducation et économie 1927-1965 », dans Guy Gaudreau, 1994, *op. cit.*, p. 57.

- ⁷³ « Famille de Napoléon Adam et de Annie Gagnon », [ca. 2000], 3 p.; « La maison de commerce Adam & Cie. », [1933], dans APJLL.
- ⁷⁴ André Girouard, « Dans les années 30, Napoléon Adam s'achète un pan de montagne », *Le Voyageur*, 18 janvier 1995, p. 7.
- ⁷⁵ Colette Desmarais, « Famille Desmarais », s.d., 2 p.; « Family leaves its mark », *The Northern Life*, 21 juin 1998, APJLL.
- ⁷⁶ Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 218-243.
- ⁷⁷ Traduction de Fredrick Simpich, « Ontario Next Door », *National Geographic*, vol. 52, n° 1 (1932), p. 136.
- ⁷⁸ Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 165.
- ⁷⁹ Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 210-215, 223-225, 269-270; Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 239.
- ⁸⁰ Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 268.
- ⁸¹ Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 241.
- ⁸² Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 207; Daniel Marchildon, 1991, *op. cit.*, p. 24; Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 162-163.
- ⁸³ Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 306-312; Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 240.
- ⁸⁴ Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 345-346; Lucien Michaud, 1983, *op. cit.*, p. 9; Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 165-171.
- ⁸⁵ David Leadbeater, *Mining Town Crisis : Globalization, Labour and Resistance in Sudbury*, Halifax, Ferndood, 2008, p. 24.
- ⁸⁶ Claire Pilon, 2011, *op. cit.*, p. 62-64.
- ⁸⁷ Arthémise Camirand-Peterson, 2015, *op. cit.*, p. 30, 140, 136.
- ⁸⁸ Arthémise Camirand-Peterson, 2015, *op. cit.*, p. 7-8, 34, 116-133, 160.
- ⁸⁹ Arthémise Camirand-Peterson, 2015, *op. cit.*, p. 132-133.
- ⁹⁰ Arthémise Camirand-Peterson, 2015, *op. cit.*, p. 142-148; Pierre Ouellette, 1994, *op. cit.*, p. 80.
- ⁹¹ Initiative Communauté en santé, *Profil de la collectivité Le Nouveau Sudbury*, Ville du Grand Sudbury 2015, p. 10.
- ⁹² Gaétan Gervais, [2011], dans Robert Arsenault, *Gaétan Gervais : le « gardien du dépôt »*, Ottawa, Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, 2012, p. 14.
- ⁹³ Lucien Michaud, 1983, *op. cit.*, p. 10-11.
- ⁹⁴ Arthémise Camirand-Peterson, 2015, *op. cit.*, p. 153-158.
- ⁹⁵ Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 147.
- ⁹⁶ Donald Dennie, 2017, *op. cit.*, p. 339-347.
- ⁹⁷ Brigitte Berthiaume, *Le Club Richelieu Sudbury, 1947 à 1977 : le rôle des membres d'un club social dans une communauté canadienne-française*, Sudbury, Université Laurentienne, thèse de maîtrise (histoire), 2009, p. 2, 6-7, 34-46, 72-115.

- ⁹⁸ Serge Dupuis, « La contribution de la Francophonie mondiale au démantèlement du Canada français ou l'évolution du mouvement Richelieu (1944-1982) », *Mens*, vol. 14, n° 1 (2013), p. 91-138.
- ⁹⁹ Guy Gaudreau (dir.), *Du Centre des Jeunes au Carrefour francophone 1951-1990*, Sudbury, SHNO, 1992, p. 5-6; « Père Albert Régimbal », *L'Édition commémorative du 125^e de la Ville du Grand Sudbury 2008*, p. 73.
- ¹⁰⁰ Albert Régimbal, dans Marc Despatie et Lucie Le Blanc, « Le semeur de rêves (1951-1960) », dans Guy Gaudreau, 1992, *op. cit.*, p. 22-23.
- ¹⁰¹ Marguerite Whissell-Tregonning, « Le théâtre », *Le Voyageur*, 28 avril 1982, p. 6.
- ¹⁰² Marc Despatie et Lucie Le Blanc, 1992, *op. cit.*, p. 17-38; Gaétan Gervais et Robert Toupin, 2014, *op. cit.*, p. 135.
- ¹⁰³ « Club Richelieu de Sudbury. 25 ans d'existence », *Le Voyageur*, 4 octobre 1972, p. 1.
- ¹⁰⁴ Suzanne Dubé, « Les années de transition (1967-1975) », dans Guy Gaudreau, 1992, *op. cit.*, p. 43.
- ¹⁰⁵ Suzanne Dubé, 1992, *op. cit.*, p. 51.
- ¹⁰⁶ Chantal Gauthier et France Lord, 2016, *op. cit.*, p. 90; Louise Guay, 1967, *op. cit.*, p. 328-329; J.-Raoul Hurtubise, 1954, *op. cit.*, p. 38.
- ¹⁰⁷ François-Olivier Dorais, *Un historien dans la cité : Gaétan Gervais et l'Ontario français (1944-2008)*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2016, p. 26-27.
- ¹⁰⁸ Pierre Riopel, « Collège Sacré-Cœur de Sudbury », Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française, Québec, Université Laval, en ligne.
- ¹⁰⁹ Gaétan Gervais et Robert Toupin, 2014, *op. cit.*, p. 117-118.
- ¹¹⁰ Serge Dupuis, *Le Canada français devant la Francophonie mondiale : l'évolution du mouvement Richelieu dans la deuxième moitié du XX^e siècle*, Québec, Éditions du Septentrion, 2017, p. 187-188.
- ¹¹¹ Suzanne Dubé, 1992, *op. cit.*, p. 47-52; Guy Gaudreau, 1992, *op. cit.*, p. 92-93.
- ¹¹² Chantal Gauthier et France Lord, 2016, *op. cit.*, p. 92-105.
- ¹¹³ Huguette Parent, 1985, *op. cit.*, p. 99-109.
- ¹¹⁴ Chantal Gauthier et France Lord, 2016, *op. cit.*, p. 208.
- ¹¹⁵ Chantal Gauthier et France Lord, 2016, *op. cit.*, p. 211-212; Huguette Parent, 1985, *op. cit.*, p. 137-138, 168-169.
- ¹¹⁶ CÉSCRDS, 1984, *op. cit.*, p. 14-15.
- ¹¹⁷ Julie Lafrenière, « Des luttes au consensus 1965-1982 », dans Guy Gaudreau, 1994, *op. cit.*, p. 112; Conseil des Écoles séparées catholiques romaines du District de Sudbury, 1984, *op. cit.*, p. 16.
- ¹¹⁸ Chantal Gauthier et France Lord, 2016, *op. cit.*, p. 91, 167-168; Daniel Marchildon, 1991, *op. cit.*, p. 60.
- ¹¹⁹ Yvonne Charbonneau, *Le Voyageur*, 5 août 1970, dans Chantal Gauthier et France Lord, 2016, *op. cit.*, p. 167.

- ¹²⁰ Lucien Pelletier, « Les jésuites de Sudbury vers 1960 : une mutation difficile », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 37 (2012), p. 13-81; Association canadienne-française d'éducation d'Ontario, « Le 22 mars 1960, 3h.45 p.m. Conversation téléphonique entre le révérend Père Bouvier et M. Arvisais », 6 p., dans Université d'Ottawa, CRCCF, C2/33/1.
- ¹²¹ Guy Gaudreau, « Les années 1960 à 1971 : un optimisme démenti » dans Linda McGuire Ambrose et Robert Matthew Bray (dir.), *L'Université Laurentienne : une histoire*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 214-228.
- ¹²² Donald Obonsawin, « Ce qu'il nous faut... une université française », *Lambda*, 12 novembre 1969, p. 1.
- ¹²³ Jean Gould, « La genèse catholique d'une modernisation bureaucratique », dans Stéphane Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*, Québec, PUL, 2003, p. 157.
- ¹²⁴ Michel Bock, *Comment un peuple oublie son nom. La crise identitaire franco-ontarienne et la presse française de Sudbury (1960-1975)*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2001, p. 22-40.
- ¹²⁵ Marcel Martel, « De la certitude au doute : l'identité canadienne-française de l'Ontario de 1937 à 1967 », dans Linda Cardinal (dir.), *Une langue qui pense. La recherche en milieu minoritaire francophone au Canada*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 65-76.
- ¹²⁶ Gouvernement du Canada, *RSEC pour l'année se terminant le 31 mars 1975*, Ottawa, Information Canada, 1975, p. 32, dans Michel Bock, 2001, *op. cit.*, p. 52.
- ¹²⁷ Michel Bock, 2001, *op. cit.*, p. 52-61; Julie Lafrenière, 1994, *op. cit.*, p. 118-127.
- ¹²⁸ ACFO, « Historique du programme d'Animation », s.d., dans CRCCF, FACFO, C2/295/2, dans Julie Lafrenière, 1994, *op. cit.*, p. 118.
- ¹²⁹ François-Olivier Dorais, 2016, *op. cit.*, p. 59-63.
- ¹³⁰ Lucie Hotte, « Littérature et conscience identitaire : l'héritage de CANO », dans Andrée Fortin (dir.), *Produire la culture, produire l'identité?*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2000, p. 53-68.
- ¹³¹ Johanne Melançon, « Le Nouvel-Ontario : espace réel, espace imaginé, espace imaginaire », *Québec Studies*, n° 46 (automne 2008-hiver 2009), p. 59.
- ¹³² François Paré, « L'institution littéraire franco-ontarienne et son rapport à la construction identitaire des Franco-Ontariens », dans Jocelyn Létourneau (dir.), *La question identitaire au Canada francophone : récits, parcours, enjeux, hors-lieux*, avec la collaboration de Roger Bernard, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1994, p. 56.
- ¹³³ Robert Dickson, dans François-Olivier Dorais, 2016, *op. cit.*, p. 64-65.
- ¹³⁴ « Bien parler c'est se respecter », *Le Voyageur*, 12 juin 1968, p. 14.
- ¹³⁵ Michel Laforge, *Discours nationalitaires ou cacophonie discursive ? De nouveaux référents identitaires des francophones de Sudbury, 1968-1975*, Sudbury, Université Laurentienne, thèse de maîtrise (histoire), 2015, p. 63-91; François-Olivier Dorais, 2016, *op. cit.*, p. 66-68.

- ¹³⁶ Sophie Landry, « Enfin chez soi (1975-1981) », dans Guy Gaudreau, 1992, *op. cit.*, p. 57-60; Suzanne Dubé, 1992, *op. cit.*, p. 52.
- ¹³⁷ Figure 2, dans Guy Gaudreau, 1992, *op. cit.*, p. 91.
- ¹³⁸ Josée Valiquette, « Une décennie difficile (1981-1991) », dans Guy Gaudreau, 1992, *op. cit.*, p. 67-78; Sophie Landry, 1992, *op. cit.*, p. 61-65.
- ¹³⁹ Michel Bock, 2001, *op. cit.*, p. 69, 75, 110.
- ¹⁴⁰ François-Olivier Dorais, 2016, *op. cit.*, p. 85-86.
- ¹⁴¹ Gérard Lafrenière, « La coopération et les Franco-Ontariens », Sherbrooke, Université de Sherbrooke, mémoire de maîtrise, 1987, p. 9-22, 44-47.
- ¹⁴² « Les francophones du Nord-Ontario sont défavorisés en matière de télévision », *Le Voyageur*, 20 février 1974, p. 1.
- ¹⁴³ Noël Fortin, « «Un peuple tenace et tanné»... qui a peur de manquer de pain », *Le Voyageur*, 22 octobre 1975, p. 4.
- ¹⁴⁴ Serge Miville, « À quoi sert au Canadien français de gagner l'univers canadien s'il perd son âme de francophone? » *Représentations identitaires et mémorielles dans la presse franco-ontarienne après la « rupture » du Canada français (1969-1986)*, Ottawa, Université d'Ottawa, thèse de maîtrise (histoire), 2012, p. 100-105.
- ¹⁴⁵ Catherine Frost, « Sudbury en faveur d'un Ontario bilingue » et Yves Tassé, « Plus qu'un geste symbolique », *Le Voyageur*, 1^{er} mars 1978, p. 4.
- ¹⁴⁶ Serge Miville, 2012, *op. cit.*, p. 161-170.
- ¹⁴⁷ Hector Bertrand, « Le référendum : ma position », *Le Voyageur*, 7 mai 1980, p. 4.
- ¹⁴⁸ Joseph Yvon Thériault, « Entre la nation et l'éthnie : sociologie, société et communautés minoritaires francophones », *Sociologie et sociétés*, vol. 26, n° 1 (1994), p. 25.
- ¹⁴⁹ Maurice Levac, *Le Moulin à Fleur : un quartier homogène*, Sudbury, Université Laurentienne, mémoire de baccalauréat (géographie humaine), 1977, p. 12-27.
- ¹⁵⁰ Maurice Levac, 1977, *op. cit.*, p. 14.
- ¹⁵¹ Maurice Levac, 1977, *op. cit.*, p. 22.
- ¹⁵² Maurice Levac, 1977, *op. cit.*, p. 26.
- ¹⁵³ Simone Thivierge, « Collège Notre-Dame », *Bulletin communautaire*, vol. 4, n° 1 (octobre 1977), p. 5, dans Chantal Gauthier et France Lord, 2016, *op. cit.*, p. 168.
- ¹⁵⁴ Chantal Gauthier et France Lord, 2016, *op. cit.*, p. 169.
- ¹⁵⁵ Fédération des élèves du secondaire franco-ontarien, « Liste des écoles secondaires françaises et mixtes », janvier 1981, dans Université d'Ottawa, CRCCF, C107-2/27/5.
- ¹⁵⁶ Lilianne Beauchamp, dans Marc Labelle, « Le Collège Sacré-Cœur. On désire retourner aux collèges privés », *Le Voyageur*, 7 septembre 1977, p. 3.
- ¹⁵⁷ Chantal Gauthier et France Lord, 2016, *op. cit.*, p. 170-171.
- ¹⁵⁸ Claude Pichette, *Analyse microéconomique et coopérative*, Sherbrooke, La Librairie de la Cité universitaire, 1972, 235 p.; J. Arthur Pharand, 1991, *op. cit.*, p. 69, 78-88;

- La Caisse populaire Desjardins, « L'argent et la consommation », *Le Voyageur*, 2 janvier 1980, p. 6.
- ¹⁵⁹ J. Arthur Pharand, 1991, *op. cit.*, p. 86.
- ¹⁶⁰ Alain Bridault, « Minorités et institutions économiques. Le rôle des coopératives au sein des minorités : le cas des francophones au Canada », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 8, 1986, p. 122.
- ¹⁶¹ J. Arthur Pharand, 1991, *op. cit.*, p. 107.
- ¹⁶² Jean-Charles Cachon, « Perception du rôle d'une caisse populaire dans un milieu francophone homogène : le cas de Sturgeon Falls, Ontario », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 12, 1990, p. 205-215.
- ¹⁶³ François-Olivier Dorais, *op. cit.*, p. 70-71 ; Gérard Lafrenière, 1987, *op. cit.*, p. 45-51.
- ¹⁶⁴ *Commission d'étude sur la restructuration de l'ACFO provinciale. Rapport final*, Ottawa, ACFO, 1984, p. 4.
- ¹⁶⁵ Michel Bock, « L'ACFO du Grand Sudbury Inc. », dans Guy Gaudreau, 1994, *op. cit.*, p. 138-187.
- ¹⁶⁶ Michel Bock, 1994, *op. cit.*, p. 189-190.
- ¹⁶⁷ David Leadbeater, 2008, *op. cit.*, p. 24; Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 166, 174.
- ¹⁶⁸ Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 214-215.
- ¹⁶⁹ Lucien Michaud, 1983, *op. cit.*, p. 9; Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 213, 222.
- ¹⁷⁰ Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 269-278.
- ¹⁷¹ Guy Gaudreau, « De 1984 à aujourd'hui : tout va bien madame la Marquise ! », dans Linda McGuire Ambrose et Robert Matthew Bray, 2010, *op. cit.*, p. 253-259.
- ¹⁷² Serge Dupuis, « Le Collège Boréal, un agent d'avancement en Ontario français », *Le Chaînon*, hiver 2019, p. 56-60.
- ¹⁷³ *Plan stratégique, 2005-2010*, Sudbury, Collège Boréal, 2005, p. 8.
- ¹⁷⁴ *Dix ans d'innovation à Boréal*, Sudbury, Collège Boréal, 2005, p. 61.
- ¹⁷⁵ « Collège Boréal : contrer le décrochage culturel », Radio-Canada, 13 juin 2011, en ligne.
- ¹⁷⁶ « Fermeture d'un campus du Collège Boréal et suspension de programmes », Radio-Canada, 3 mai 2017, en ligne.
- ¹⁷⁷ Anne Gilbert, avec la coll. de Marie-Pierre Bérubé, « Du village à la métropole : les communautés franco-ontariennes », dans Dean Louder et Éric Waddell (dir.), *Franco-Amérique*, Québec, Éditions du Septentrion, 2017 (2008), p. 74.
- ¹⁷⁸ Robert Boucher, dans Cilvy Dupras, « Robert Boucher : au service des francophones de l'Ontario », *Le Voyageur*, 1^{er} décembre 1999, p. 16.
- ¹⁷⁹ Raymond Prévost, dans Cilvy Dupras, « Raymond Prévost : directeur de la Caisse St-Jean de Brébeuf », *Le Voyageur*, 1^{er} décembre 1999, p. 18-19.
- ¹⁸⁰ *Envol de la Caisse Desjardins Ontario, 1^{er} janvier 2020*, Ottawa, Desjardins Ontario [2019], brochure promotionnelle.
- ¹⁸¹ Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 224-230, 278-279.

- ¹⁸² Statistique Canada, « Profil du recensement, Recensement de 2016, Grand Sudbury », en ligne.
- ¹⁸³ Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 222-227.
- ¹⁸⁴ Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 164-184, 258-260.
- ¹⁸⁵ Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 233.
- ¹⁸⁶ « Population autochtone », dans *Profil du recensement, Recensement de 2016, Grand Sudbury*, Statistique Canada, en ligne.
- ¹⁸⁷ « Community », Wahnapiatae First Nation, en ligne.
- ¹⁸⁸ Statistique Canada, « Profil du recensement, Recensement de 2016, Sudbury », en ligne; Statistique Canada, « Certaines tendances relatives aux données pour Greater Sudbury / Grand Sudbury (C), recensements de 1996, 2001 et 2006 », en ligne; « Le poids démographique des francophones en recul en Ontario », Radio-Canada, 2 août 2017, en ligne; Oiva Saarinen, 2013, *op. cit.*, p. 213.
- ¹⁸⁹ Statistique Canada, « Profil du recensement, Recensement de 2016, Grand Sudbury », en ligne.
- ¹⁹⁰ Statistique Canada, « Profil du recensement, Recensement de 2011, Grand Sudbury », en ligne.
- ¹⁹¹ Comité de planification communautaire (CPC), *Forum communautaire 2015*, juin 2015, p. 22, dans Archives de l'ACFO du grand Sudbury (AACFOGS), Sudbury (Ontario).
- ¹⁹² Statistique Canada, « Profil du recensement, Recensement de 2016, Grand Sudbury... », en ligne.
- ¹⁹³ CPC, 2015, *op. cit.*, p. 23-25.
- ¹⁹⁴ Initiative Communauté en santé (ICS), *Profil de la collectivité Valley East rural*, Ville du Grand Sudbury (VGS), 2015, p. 12; ICS, *Profil de la collectivité Minnow Lake*, VGS, 2015, p. 12; ICS, *Profil de la collectivité South End*, VGS, 2015, p. 12; ICS, *Profil de la collectivité Val Caron*, VGS, 2015, p. 12; ICS, *Profil de la collectivité Hanmer*, VGS, 2015, p. 12; ICS, *Profil de la collectivité Rayside-Balfour rural*, VGS, 2015, p. 12; ICS, *Profil de la collectivité Azilda*, VGS, 2015, p. 12; Healthy Community Initiative (HCI), *The Donovan Community Profile*, VGS, 2015, p. 12; HCI, *Downtown Community Profile*, VGS, 2015, p. 12; HCI, *Flour Mill Community Profile*, VGS, 2015, p. 12; HCI, *New Sudbury Community Profile*, VGS, 2015, p. 12; HCI, *Val Therese Community Profile*, VGS, 2015, p. 12; HCI, *Chelmsford Community Profile*, VGS, 2015, p. 12.
- ¹⁹⁵ Louise Bouchard et Yves Doyon, *Vers une prise en charge du développement : réflexions et analyses au service de la francophonie de la région de Sudbury*. Rapport au Comité de planification communautaire de Sudbury, septembre 2010, p. 3-10.
- ¹⁹⁶ Louise Bouchard et Yves Doyon, 2010, *op. cit.*, p. 6.
- ¹⁹⁷ ACFO du grand Sudbury (ACFOGS), *Assemblée générale annuelle*, 17 décembre 2010, p. 2-10; ACFOGS, *Assemblée générale annuelle*, 15 décembre 2011, p. 3; ACFOGS, *Assemblée générale annuelle*, 11 décembre 2012, p. 3, dans AACFOGS.
- ¹⁹⁸ CPC, 2015, *op. cit.*, p. 24.

- ¹⁹⁹ CPC, 2015, *op. cit.*, p. 26-36.
- ²⁰⁰ CPC, 2015, *op. cit.*, p. 26.
- ²⁰¹ ACFOGS, 11 décembre 2012, *op. cit.*, p. 9.
- ²⁰² ACFOGS, 11 décembre 2012, *op. cit.*, p. 11.
- ²⁰³ ACFOGS, *Rapport annuel 2013*, 2013, p. 2; ACFOGS, *Rapport annuel 2014*, 2014, p. 2; ACFOGS, *Rapport annuel 2015*, 2015, p. 1-6; ACFOGS, *Rapport annuel 2018*, 2018, p. 8; ACFOGS, *Rapport 2019*, 2019, p. 1-2, dans AACFOGS; CPC, 2015, *op. cit.*, p. 27-28.
- ²⁰⁴ CPC, 2015, *op. cit.*, p. 42.
- ²⁰⁵ ACFOGS, *Rapport annuel 2016*, 2016, p. 1, dans AACFOGS.
- ²⁰⁶ ACFOGS, *Rapport annuel 2017*, 2017, p. 1-5, dans AACFOGS.
- ²⁰⁷ Sébastien Pierroz, « Université franco-ontarienne : la déception des représentants du Nord », *ONFR*, Toronto, TFO, 6 février 2017, en ligne.
- ²⁰⁸ Statistique Canada, « Profil du recensement, Recensement de 2016, Grand Sudbury », en ligne.
- ²⁰⁹ « Immigration francophone : Ottawa distribuera 12,6 millions de dollars à 14 communautés », *Radio-Canada*, 13 mars 2019.

Table des matières

Introduction	3
Les années pionnières (1883-1919)	5
La consolidation pendant des années de crise (1920-1944)	16
La croissance de l'après-guerre (1945-1969).....	21
Dévitilisation économique et effervescence culturelle (1970-1994)	31
Diversification économique et diversité culturelle (1995-2020)	41
Notes.....	49



Une initiative de l'Association canadienne-française de l'Ontario du grand Sudbury, rendue possible grâce au gouvernement du Canada, cet historique s'inscrit dans la volonté de l'organisation porte-parole des Franco-Sudburois de fournir des outils à la population afin d'imaginer l'avenir en meilleure connaissance de cause.

Canada[!]



L'auteur

Originaire de Val-Thérèse et de Verner, Serge Dupuis, PhD, travaille à titre d'historien professionnel. SergeDupuis.com offre des services de recherche, d'écriture et de consultation sur l'histoire de la francophonie nord-américaine à des agences et des ministères gouvernementaux, à des organisations communautaires et à des individus. Auteur de dizaines d'articles et de quatre livres, Dupuis est membre associé à la Chaire CEFAN de l'Université Laval et habite à Québec avec sa famille depuis 2014.

ISBN : 978-2-989837-1-8